

DÉPLACEMENT FORCE À GHAZA
**Le plan funeste
 sioniste
 dénoncé**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

P 6

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
 Dimanche 24 mai 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6756 - 23^e année

**ILS TOMBENT AUX MAINS
 DE CAMBRIOLEURS À PARIS**



**Que cache
 la DGSE
 dans ses
 ordinateurs ?**

P 24

**FIGURE EMBLÉMATIQUE DU
 JOURNALISME SPORTIF ALGÉRIEN**



**Driss Dakik
 n'est plus**

P 4

**PERMANENCE DE L'AÏD EL-ADHA
 Plus de 53 000
 commerçants
 mobilisés**

P 2

**NOUVEAU PLAN DE GESTION
 DE L'EAU**

**Valoriser
 et diversifier
 les ressources**

P 2

DÉTENUS POLITIQUES SAHRAOIS

Le Maroc accablé pour torture

Le régime du Makhzen voit revenir sur lui, tel un boomerang, ses crasses que le mensonge des mouches électroniques et des fake-news ne peut plus cacher.

LIRE EN PAGE 5



PH : DR

NOTIFICATION DU REJET DE CANDIDATURES AUX LÉGISLATIVES

L'ANIE lève la suspicion

Alors que des candidats à la candidature pour les législatives du 2 juillet 2026 mettent en doute le travail de l'ANIE concernant la notification des refus des dossiers déposés à son niveau, cette dernière intervient pour recadrer le débat sur la question et expliquer la démarche.

P 3



L'ÉDITO

Porté à la tête de la Médiation de la République, il y a un peu plus d'un mois, pour insuffler une nouvelle dynamique au travail de cette instance, Mohamed Hattab a descendu, hier, pour la toute première fois, sur le terrain, pour jauger le niveau de réponse des autorités locales aux demandes et aux préoccupations des citoyens. Il faut d'abord rappeler que la Médiation de la République a été rétablie par le président Abdelmadjid Tebboune au début de 2020. Elle représente une interface entre l'État et les citoyens. Ces derniers, où qu'ils se trouvent, s'ils se sentent lésés par une autorité, un responsable ou un service local, peuvent déposer leurs requêtes sur la plateforme électronique : <https://wassit.dz/fr>. Ce canal fait remonter les informations de la base vers les hautes autorités du pays. Qu'est-ce qu'il est attendu de cette mission ? Le Président cherchait à faire sauter le verrou d'une bureaucratie qui broie les droits du citoyen. Le phénomène a gangrené l'administration, s'y est enraciné

Hattab prend le pouls

et a tué le service public. La mission avait ceci de noble de veiller sur les droits des citoyens placés au cœur de l'action du gouvernement : « Le citoyen doit être la priorité des priorités ! Il est l'alpha et l'oméga de la République ». Ces citations chères au chef de l'État témoignent de la place réservée au citoyen dans l'Algérie d'aujourd'hui. Six ans après sa réactivation, la Médiation de la République a fait du chemin. Même si ses activités ne sont pas ou moins médiatisées, il faut souligner que le gros travail de la Médiation se passe discrètement. Pour revenir à la visite de Mohammed Hattab en déplacement à Biskra, elle intervient à la veille des élections législatives qui vont se dérouler dans moins d'un mois.

Le timing était si important que celui qui représente les yeux et les oreilles du Président entend prendre de court les responsables locaux. Surtout ceux qui candidaient en prévision du rendez-vous du 2 juillet 2026. En effet, en pareille conjoncture, les personnes ambitieuses semblent avoir la tête plus dans les joutes électorales que dans le registre des doléances citoyennes. L'occasion, pour Hattab, de rappeler que l'État ne le badine pas avec le service public et que le citoyen doit rester au cœur de l'action de l'administration et de l'élu. Sur place, Hattab l'a dit d'ailleurs, que l'instance du Médiateur de la République « s'efforce de faire du citoyen un partenaire important dans la prise de décisions. » Autrement dit, l'élection, aussi importantes soient les prochaines législatives, ne doit pas justifier comme priorité tout refus de recevoir un citoyen ou de répondre à sa demande en matière de service public. En d'autres termes, il faut aussi rappeler aux candidats que les fausses promesses et les engagements creux sont révolus. Il faut répondre au citoyen sur le terrain et par les actes.

Farid Guellil

NOUVEAU PLAN DE GESTION DE L'EAU

Valoriser et diversifier Les ressources

Assurer l'alimentation en eau potable des populations, fournir l'eau aux activités agricoles pour les besoins d'irrigation et approvisionner les installations industrielles en eau selon les exigences de leurs process de production, la mobilisation des eaux conventionnelles et des eaux non conventionnelles vise à satisfaire toute cette demande en accroissement continu, dans un contexte climatique défavorable et propice à la pénurie de la ressource-eau.



Tout récemment, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, est revenu sur le programme national global dans ce domaine et, particulièrement, sur la place qu'occupe le dessalement de l'eau de mer. La preuve en est donnée par les chiffres : mise en service de 19 stations de dessalement d'eau de mer, une douzaine est en cours de réalisation, et le nouveau programme prévoit la réalisation de quatre autres stations, tandis que trois sont en phase d'étude. L'objectif est de couvrir la majeure partie des wilayas côtières, puis les wilayas intérieures de manière progressive. Pour rappel, le deuxième programme national de dessalement de l'eau de mer, décidé par le président Abdelmadjid Teb-

bonne, comporte six stations de dessalement de l'eau de mer de 300.000 m³/jour chacune (dont trois localisées respectivement dans les wilayas de Chlef, de Mostaganem et de Tlemcen), après les cinq grandes stations mises en service dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Eddraouche), de Boumerdès (Cap Djinet), de Tipasa (Fouka), d'Oran (Cap Blanc) et de Bejaïa (Tighremt-Toudja), d'une capacité de production également de 300.000 m³/jour chacune. À terme, il est prévu que plus de 60% de l'eau potable consommée en Algérie provienne du dessalement d'eau de mer. À ce propos, lors du sommet mondial de l'eau organisé à Madrid (Espagne, 18 au 20 mai 2026), l'usine de dessalement de l'eau de mer "Cap Blanc" d'Oran, relevant de la société Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a décroché la deuxième place aux

"Global Water Awards 2026", dans la catégorie des meilleurs projets de dessalement de l'eau de mer pour l'année en cours. Dans un communiqué publié à cette occasion, l'ADC explique que cette distinction constitue une reconnaissance internationale de la place qu'occupe l'Algérie dans le domaine du dessalement de l'eau de mer et du développement des infrastructures hydrauliques stratégiques, et la dynamique que connaît l'Algérie dans le domaine du développement des infrastructures hydrauliques non conventionnelles ainsi que les succès enregistrés dans la mise en œuvre de projets stratégiques à même de relever les défis climatiques et de répondre à la demande croissante en ressources en eau. La politique algérienne de l'eau combine les ressources conventionnelles (barrages et forages), fortement dépendantes des conditions

climatiques, et les ressources non conventionnelles (dessalement d'eau de mer et réutilisation des eaux usées épurées) sur fond de préservation de ces ressources (résorption des fuites d'eau dans les réseaux) et d'économie d'eau (lutte contre le gaspillage). L'Algérie peut compter sur plus 600 stations d'épuration pour produire de l'eau épurée à réutiliser dans le respect des normes internationales, notamment celles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), afin de réduire les risques sanitaires et environnementaux. Concernant les pertes d'eau, le taux national, selon les sources officielles, est d'environ 30 %. Quant aux barrages, l'Algérie en compte environ 82, avec un taux de remplissage moyen d'environ 60 %, et une vingtaine d'entre eux sont pleins, selon les données officielles. Il faut noter que certains barrages envasés nécessitent des opérations de nettoyage et de réhabilitation. Ce jeudi, à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de l'Hydraulique a souligné l'importance des grands transferts hydrauliques en tant que pilier de la stratégie nationale d'alimentation en eau potable et d'amélioration du service public de l'eau, fondée sur le principe de solidarité hydrique entre les wilayas, à travers le transfert des eaux des régions les plus abondantes vers les régions les moins pourvues.

M'hamed Rebah

PERMANENCE DE L'AID EL ADHA

Plus de 53 000 commerçants mobilisés

À quelques jours de la fête de l'Aid El-Adha, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a tracé un programme spécial de permanence à l'occasion, prévoyant la mobilisation de 53.771 commerçants à travers les différentes wilayas du pays, afin de garantir un approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation et en services nécessaires, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. D'après cette source, « les commerçants mobilisés se répartissent entre 6.602 boulangeries, 28.663 commerçants exerçant dans des activités liées aux produits alimentaires généraux, ainsi qu'aux fruits et légumes, outre 17.905 autres activant dans divers domaines d'activités », notant également « 541 unités de production, dont 336 minoteries, 159 laiteries, et 46 unités de production d'eau minérale sont également mobilisées au titre de ce programme spécial, en vue de garantir la continuité de l'approvisionnement et d'éviter toute perturbation sur le marché durant les jours de l'Aid ». Ce programme de permanence s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, et en exécution des instructions de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, précise le document, ajoutant que « 2.684 agents de contrôle ont été mobilisés pour veiller au respect, par les commerçants concernés, de leurs obligations durant la période de l'Aid ». Dans ce même contexte, le ministère a rappelé « la mise à disposition de l'application électronique « MORAFIK COM », qui permet aux citoyens de consulter la liste des commerçants concernés par la permanence, avec la possibilité de signaler les commerçants contrevenants, permettant ainsi une intervention rapide et la prise des mesures nécessaires, a conclu le communiqué.

L.Z.

AID EL ADHA

Le port d'Annaba réceptionne une cargaison d'ovins importés de Syrie

Le port d'Annaba a accueilli, hier, une nouvelle cargaison d'ovins à bord du navire « ALFA BRO », en provenance de Syrie, dans le cadre du programme national d'importation d'un million de têtes de moutons destiné à renforcer l'approvisionnement du marché national et à assurer la disponibilité des moutons de l'Aid El-Adha. Cette opération s'inscrit dans la mise en œuvre des instructions des autorités publiques visant à garantir les meilleures conditions organisationnelles et logistiques au niveau des ports nationaux, en vue d'améliorer l'efficacité des opérations de déchargement et de traitement des cargaisons de bétail importé. Selon les services concernés, le navire a accosté au niveau du port où d'importants moyens humains et matériels de l'Entreprise portuaire d'Annaba ont été mobilisés, en coordination avec les différents intervenants de l'activité portuaire, afin d'assurer une prise en charge optimale de l'opération. Des mesures opérationnelles et organisationnelles ont été mises en place pour accélérer les opérations de déchargement ainsi que le transfert des ovins vers les points de distribution agréés, dans le respect strict des normes sanitaires et vétérinaires en vigueur. Par ailleurs, dans une opération similaire, le Bureau régional des viandes de l'Ouest (ORVO) a supervisé, vendredi au port d'Oran, le déchargement de 26.180 têtes de bétail importées d'Espagne, dans le cadre du même programme d'approvisionnement.

L.Z.

SIPSA-FILAHA 2026

Les meilleurs oléiculteurs récompensés

Les lauréats du concours national de la meilleure huile d'olive vierge « Oleomed » ont été récompensés à Alger, à l'issue de la 24^e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA). S'exprimant à l'APS, le président du concours, Mokhtar Guissous, a indiqué que « cette deuxième édition du concours a enregistré la participation de 182 candidats. Au total, 84 médailles d'or, 35 médailles d'argent et 18 médailles de bronze ont été décernées ». Le premier prix est revenu à la marque « Mesghat » de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, le deuxième à la marque « Abdaoui Olive » de la wilaya de Nâama, tandis que la marque « Aïcha », également de Bordj Bou Arréridj, a décroché la troisième place. Selon la même source, « cette édition a été marquée par la création d'un « Club d'excellence de l'huile d'olive », regroupant les producteurs à l'échelle nationale, dans le but de promouvoir l'huile d'olive algérienne, aussi bien sur le marché national qu'international », précisant que « ce concours visait à améliorer la

qualité de l'huile d'olive au niveau national, sensibiliser les consommateurs à sa qualité et créer une référence de qualité en Algérie ».

SEPT PROJETS INNOVANTS PRIMÉS

Par ailleurs, les lauréats du Prix de l'innovation agricole « Africa Sipsa-Innov-Sid Ahmed-Ferroukhi », ont été également récompensés. Cette sixième édition du concours a primé sept projets innovants dans différents domaines agricoles. Sur une centaine de start-up participant au concours, pour les catégories « technologies agricoles », « technologies alimentaires » et « technologies de la pêche », 20 ont été sélectionnées, parmi lesquelles sept ont été récompensées, dont six start-up algériennes. La première place a été remportée par la start-up algérienne « B3 AQUA » pour son projet portant sur la fabrication d'équipements aquacoles utilisant des technologies modernes afin d'augmenter la densité de production dans les bassins d'aquaculture, a indiqué le sous-directeur de la recherche scientifique et des technolo-

gies agricoles au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Mohamed Mounir Gorbi. La deuxième médaille est revenue à la start-up « Biofertech », pour son projet visant à réduire l'empreinte carbone à l'aide de technologies innovantes, alors que le troisième prix a été remis à l'entreprise « Papy's Farm », pour un projet innovant de production de laitue et d'herbes aromatiques. La cérémonie de remise des prix a vu la présence de représentants des ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ainsi que du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Inauguré lundi dernier au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, sous le thème « Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir », SIPSA-FILAHA 2026 a enregistré la participation de 850 exposants de 40 pays, avec l'Égypte, le Niger et la Mauritanie comme invités d'honneur.

L.Zeggane

NOTIFICATION DU REJET DE CANDIDATURES AUX LÉGISLATIVES

L'ANIE lève la suspicion

L'Autorité nationale indépendante des élections a publié un communiqué déterminant les procédures de notification des décisions relatives à la validité des candidatures.

S'appuyant sur le décret présidentiel n° 26-145 du 4 avril 2026 portant convocation du corps électoral, ainsi que sur les dispositions de la loi organique portant régime électoral, l'autorité électorale a souhaité clarifier les règles de recours pour les dossiers contestés. L'ANIE rappelle ainsi aux listes de candidats ayant essuyé un ou plusieurs refus que la notification de ces décisions d'invalidité incombe exclusivement au mandataire de la liste. Cette transmission s'effectue obligatoirement par les



canaux légaux en vigueur. Dès réception de la notification, le mandataire de la liste est tenu d'informer immédiatement les candidats concernés. Cette réactivité est essentielle pour permettre aux postulants d'exercer leur droit de recours devant les tribunaux administratifs territorialement compétents. Les candidats disposent d'un délai strict de trois jours, à compter de la date de notification du mandataire, pour introduire leur

action en justice.

DES COMMISSIONS D'INSPECTION DANS PLUSIEURS WILAYAS

À noter, par ailleurs, que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé l'envoi de commissions d'inspection centrales dans plusieurs wilayas, sur instruction du ministre Saïd Sayoud. Cette démarche vise à assurer une préparation logistique com-

plète en vue des élections législatives prévues le 2 juillet prochain. Elle s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des collectivités locales et du suivi de l'avancement des préparatifs logistiques liés au scrutin. Selon le ministère, les visites ont donné lieu à des réunions de coordination avec les autorités locales et les cadres de l'administration locale, en présence des représentants des délégations de wilaya de l'ANIE. Les commissions ont évalué le niveau de préparation concernant l'aménagement des locaux, l'équipement des centres et bureaux de vote, ainsi que la mobilisation des moyens logistiques nécessaires au bon déroulement de ce rendez-vous national. Les sorties sur le terrain ont également inclus l'inspection des sièges des délégations de wilaya et communales de l'ANIE, et la vérification des structures et équipements dédiés à l'opération électorale.

Ania N.

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE Brahim Boughali en visite à Minsk

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, effectue depuis hier une visite à Minsk, capitale de la République de Biélorussie, dans le cadre du renforcement de la coopération parlementaire entre les deux pays. Selon un communiqué de l'APN, Boughali conduit une délégation parlementaire du 23 au 26 mai, à l'invitation du président de la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale de la République de Biélorussie, Igor Petrovitch Serguïenko. Cette visite vise à « renforcer la coopération parlementaire entre les deux pays et à échanger les points de vue sur les questions d'intérêt commun », précise la même source.

A. N.

RÉGION OUEST Djellaoui dirige une réunion d'évaluation des projets 2026-2029 au programme

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé hier au siège du ministère la 4e réunion de coordination régionale. La rencontre a réuni les cadres centraux du ministère ainsi que les directeurs des travaux publics et leurs collaborateurs des wilayas de Mostaganem, Oran, Mascara, Relizane, Chlef et Aïn Témouchent. Selon le ministère, la réunion a été consacrée à l'examen de l'avancement des projets inscrits au programme 2026, au suivi du rythme de réalisation des opérations en cours, et à l'examen des nouvelles propositions pour les programmes 2027, 2028 et 2029. L'accent a été mis sur l'achèvement des projets à caractère structurel et stratégique, ainsi que sur l'assainissement du portefeuille des investissements sectoriels afin d'améliorer les mécanismes de programmation et de suivi et de rationaliser les dépenses. Les participants ont également souligné la nécessité de respecter les délais de réalisation, de renforcer la coordination entre les différents intervenants, d'améliorer la connectivité, de soutenir le développement local et de renforcer la mobilité et les déplacements dans les wilayas de l'Ouest du pays. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du programme périodique de coordination et d'évaluation lancé le 19 mai et qui se poursuit jusqu'au 3 juin. L'objectif est d'assurer une plus grande efficacité dans la gestion des projets et d'accompagner le développement national à travers les différentes wilayas.

A. N.

SÉCURITÉ SOCIALE

Saihi insiste sur les valeurs du service public

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a insisté sur la nécessité de consacrer les principes de transparence, d'égalité et d'efficacité au sein des structures chargées des services de sécurité sociale. Lors d'une réunion d'évaluation tenue jeudi dernier, consacrée au bilan des activités de la Caisse nationale d'assurance chômage pour la période de janvier à avril, le ministre a souligné l'importance d'« ancrer l'éthique du service public en garantissant un traitement égal de tous les usagers, sans discrimination, et en améliorant la relation avec le citoyen pour renforcer la confiance dans le service public ». Au cours de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des réunions d'évaluation périodiques avec les différents organismes sous tutelle, le ministre a écouté un exposé du directeur général de la caisse. Ce dernier a présenté les principaux indicateurs et résultats enregistrés jusqu'en avril, ainsi que l'état d'exécution des instructions données lors des réunions précédentes, notamment en matière de modernisation des

outils de gestion, d'amélioration des performances et de rehaussement de la qualité du service rendu aux usagers et aux opérateurs économiques.

À l'issue des discussions, le ministre a donné une série d'instructions visant à renforcer l'efficacité de la caisse et la prise en charge des préoccupations des usagers. Il a notamment appelé à traiter l'ensemble des dossiers avec la rapidité et l'efficacité requises, à simplifier les procédures administratives et à ancrer une culture d'accompagnement et de suivi continu afin d'améliorer la qualité des prestations et de rapprocher l'administration du citoyen. Le ministre a également demandé de renforcer l'accompagnement des entreprises et des employeurs en activant les dispositifs incitatifs du secteur en matière de promotion de l'emploi et de soutien à la création d'activités, afin de contribuer à la création de postes de travail, au soutien de l'investissement productif et à la promotion de l'économie nationale. Il a par ailleurs insisté sur l'importance de « consacrer les principes de justice, d'équi-

té et d'égalité dans la gestion des ressources humaines de la caisse », tout en accordant une attention particulière au développement des compétences à travers des programmes de formation et de qualification continue adaptés aux transformations numériques et aux exigences de la gestion moderne.

Saihi a enfin appelé à poursuivre les efforts de modernisation et de numérisation et à généraliser l'usage des technologies modernes pour faciliter les procédures administratives, améliorer les conditions d'accueil des citoyens et offrir des services plus efficaces et transparents. Enfin, le ministre a rappelé la nécessité de poursuivre le travail de terrain avec sens des responsabilités et engagement, et d'intensifier les efforts pour concrétiser les objectifs du secteur en matière de renforcement de la protection sociale, de soutien à l'emploi et d'amélioration du service public, en réponse aux attentes des citoyens et à la dynamique de développement que connaît le pays.

A. N.

FORMATION, ÉCHANGES D'EXPERTISES ET D'EXPÉRIENCES ET PARTENARIATS ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Aït Messaoudène discute renforcement de la coopération avec son homologue mauritanien

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale et de développer le partenariat dans le domaine de la Santé entre l'Algérie et la Mauritanie ont été examinés à Genève en Suisse, lors d'une rencontre bilatérale entre le ministre algérien de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, et son homologue mauritanien, Thiam Tidjani, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue en marge des tra-

vau de la 79e Assemblée mondiale de la Santé (AMS), les deux parties ont passé en revue « l'état de la coopération entre les deux pays dans le secteur de la Santé », saluant à cette occasion « le niveau des relations fraternelles privilégiées unissant l'Algérie et la Mauritanie, ainsi que la dynamique positive que connaissent les domaines de coopération sanitaire, notamment en matière de transplantation rénale, considérée comme

un modèle réussi de coordination et d'échange d'expertises et de compétences médicales entre les deux pays », a précisé le communiqué. Les deux ministres ont également échangé les points de vue sur « les perspectives d'élargissement des domaines de coopération sanitaire, à travers le renforcement des programmes de formation et de qualification, l'intensification des échanges d'expertises et d'expériences, ainsi

que le développement de partenariats entre les établissements hospitaliers et sanitaires, de manière à contribuer à l'amélioration des services de santé et de la prise en charge des patients ». Par ailleurs, les deux parties ont réaffirmé « leur volonté commune de poursuivre l'appui des relations de coopération et d'œuvrer à la concrétisation de projets et de programmes sanitaires conjoints, conformément aux

orientations des dirigeants des deux pays, reflétant ainsi la profondeur des liens historiques et les relations de fraternité et de solidarité unissant les deux peuples frères ». Elles ont, en outre, réitéré leur attachement à la poursuite de la concertation et de la coordination, et au renforcement de la coopération bilatérale, au mieux des intérêts communs, a conclu le communiqué.

L.Zeggane

IMMIGRATION CLANDESTINE

Humaniser et rationaliser Le traitement médiatique

Des chercheurs réunis lors d'un colloque national sur « Les médias et l'immigration clandestine » à l'Université Blida 2 ont appelé à dépasser le traitement exclusivement sécuritaire dans les couvertures médiatiques.

Is préconisent une approche à angles multiples intégrant les dimensions juridique et humanitaire, ainsi qu'une démarche médiatique globale prenant en compte les aspects sociaux, économiques et culturels du phénomène. Organisé fin de semaine dernière par le département des Sciences de l'information et de la communication de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université Blida 2, le colloque a réuni des chercheurs issus de différentes universités du pays. Leurs interventions ont porté sur l'immigration clandestine, ses défis, et sur la manière dont les médias en traitent, alors que ce sujet



Ph : DR

figure parmi les plus complexes et controversés en Algérie et dans le monde. Les organisateurs ont cherché à discuter des moyens de renforcer une couverture médiatique professionnelle et responsable. Les travaux ont analysé les représentations du phénomène dans les médias traditionnels et numériques, et exploré des mécanismes efficaces pour contrer la désinformation sur les réseaux sociaux et sensibiliser l'opi-

nion publique. L'objectif affiché est de construire un discours médiatique objectif et équilibré qui soutienne les efforts nationaux de traitement de l'immigration clandestine, en liant le fait à une analyse rigoureuse et en évitant les discours sensationnalistes et la désinformation numérique. Plusieurs recommandations ont émergé du colloque à savoir ; le renforcement de la dimension analytique et explicative dans la

couverture médiatique, au-delà du traitement événementiel, la diversification des sources du discours médiatique et l'intégration des voix des migrants, des chercheurs et des experts. Il a été recommandé, en outre, de dépasser le cadrage sécuritaire unique au profit d'une approche multidimensionnelle incluant le volet droits humains et humanitaire, développer le discours médiatique sur les plans linguistique et sémantique pour refléter la complexité du phénomène et éviter les simplifications abusives, encourager les études académiques critiques sur l'analyse du discours médiatique lié à la migration, renforcer la coordination entre les médias et les institutions de recherche pour produire un contenu plus approfondi et précis, et enfin mobiliser la société civile et les associations caritatives pour impliquer les jeunes dans le bénévolat et les sensibiliser aux dangers de la migration irrégulière par les embarcations de fortune.

Ania N.

DÉCÈS DU JOURNALISTE DRISS DAKIK

La DG de la communication à la Présidence de la République présente ses condoléances

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, hier, ses sincères condoléances suite au décès du journaliste du service sportif de la Télévision algérienne, Driss Dakik. "La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses sincères condoléances et exprime sa profonde compassion à la famille du journaliste sportif, Driss Dakik, décédé après une carrière médiatique riche en contributions et en professionnalisme", lit-on dans le message de condoléances. La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a rappé-

lé que le défunt "est l'une des figures les plus éminentes du journalisme sportif en Algérie, se distinguant par sa spécialisation dans plusieurs disciplines, notamment l'athlétisme. Son nom reste associé au service sportif de la Télévision algérienne, à travers lequel il a couvert les plus grandes manifestations sportives nationales et internationales, laissant derrière lui une empreinte distinguée et un parcours professionnel honorable". "En cette douloureuse épreuve, nous présentons nos condoléances à l'ensemble de la corporation médiatique, priant Allah Tout-Puissant, en ces jours bénis, d'accorder au défunt Son Pardon, de l'entourer de Sa Sainte Miséricorde et de récompenser ses efforts. "À Allah nous appartenons et à Lui nous retournons", conclut la Direction générale de la communication dans son message de condoléances.

UNE FIGURE EMBLÉMATIQUE DU JOURNALISME SPORTIF ALGÉRIEN

De son côté, le ministre de la Communication, Zoheir Bouâmama, a présenté,

samedi, ses sincères condoléances, suite au décès du journaliste sportif. Suite à cette triste nouvelle, Bouâmama a présenté "ses sincères condoléances à la famille du défunt et à l'ensemble de la corporation médiatique, les assurant de sa profonde compassion et priant Allah, Tout-Puissant, d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et de prêter aux siens patience et réconfort".

Le ministre a rappelé que le défunt était "l'une des figures emblématiques du journalisme sportif algérien, reconnu pour sa vaste expérience dans la couverture de diverses disciplines sportives, notamment l'athlétisme".

"Son nom reste à jamais associé au service sportif de la Télévision algérienne, au sein duquel il a couvert et suivi les plus importantes compétitions et manifestations sportives aux niveaux national et international, laissant derrière lui un riche parcours dans le journalisme sportif qu'il marqua de son empreinte", a-t-il ajouté.

R.N.

SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE L'INFORMATION À LA MECQUE

La délégation médiatique algérienne participe au rendez-vous

La délégation médiatique de la mission algérienne du Hadj a participé à La Mecque, à un séminaire d'information sur le Hadj, organisé par le ministère saoudien de l'Information, en collaboration avec le Grand colloque du Hadj. La participation algérienne, représentée par l'agence Algérie-Presses-Service (APS), la Télévision algérienne, la Radio nationale et la cellule de l'information de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), intervient dans le cadre du renforcement de la présence médiatique nationale durant la saison du Hadj et de la contribution à l'échange d'expertises professionnelles et d'expériences médiatiques liées à la couverture des rites religieux, au service des Hadji. Le séminaire de l'information sur le Hadj se veut une plateforme internationale regroupant des représentants des établissements médiatiques, des journalistes et des experts, dans le but de développer le contenu médiatique relatif au pèlerinage et de faciliter le travail journalistique professionnel et de qualité, en phase avec la transformation numérique des médias modernes.

La délégation algérienne a pris part à plusieurs rencontres professionnelles ayant débattu du rôle de l'information dans la mise en exergue des efforts organisationnels et des services fournis aux pèlerins, en sus de l'importance d'employer les techniques modernes et l'Intelligence artificielle (IA) pour la transmission du message médiatique et le renforcement de la communication avec le public. À cette occasion, le chef de la délégation, Mohamed Dif, a mis en avant « les efforts organisationnels et les services remarquables fournis aux Hadji algériens cette saison, dans le cadre de la coopération continue entre l'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite ».

M. Dif a assuré que « les relations algéro-saoudiennes, qui ne datent pas d'aujourd'hui, sont profondément enracinées dans l'histoire », rappelant « les positions historiques du Royaume d'Arabie saoudite à l'égard de l'Algérie, notamment au cours de l'année 1957, marquée par « la semaine de l'Algérie » ou « le Hadj de l'Algérie », en soutien aux moudjahidine algériens face au colonisateur français abject ». Il a, par ailleurs, souligné que « l'adoption de la carte du Hadj a beaucoup facilité les déplacements des pèlerins algériens et leur a permis d'accomplir les rites avec facilité et sérénité, par rapport aux précédentes saisons ».

BELMEHDI EN VISITE D'INSPECTION AUPRÈS DES PÈLERINS ALGÉRIENS

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakf, Youcef Belmehti, poursuit ses visites d'inspection auprès des pèlerins algériens à La Mecque. Ces visites de terrain visent à constater directement les conditions de prise en charge des pèlerins et à s'assurer du niveau des services qui leur sont fournis, notamment en ce qui concerne l'hébergement, la restauration et les soins de santé. Elles permettent également d'écouter les préoccupations des pèlerins et d'orienter les membres de la mission afin de continuer à garantir les meilleures conditions pour l'accomplissement des rites dans une atmosphère de sérénité.

L.Z.

QUARTIER DES 1228 LOGEMENTS

À DJENANE SFARI À ALGER

Chute mortelle pour un père et son bébé de 9 mois

Un drame s'est produit vendredi dans le quartier des 1228 logements à Djennane Sfari, dans la commune de Gué de Constantine à Alger, faisant deux morts, un père et sa fille en bas âge, ainsi qu'une blessée. Selon un communiqué de la Protection civile, ses unités sont intervenues vers 17h20 à la suite de la chute de trois personnes du sixième étage d'un immeuble de neuf étages. L'accident a entraîné le décès d'un homme de 35 ans et de sa fille âgée de neuf mois. Leurs corps ont été transférés à la morgue. Une autre fillette, âgée de 3 ans, a été blessée à des degrés divers de gravité et a été évacuée vers l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires. Les causes et circonstances de l'accident n'ont pas été précisées, en attendant les résultats de l'enquête des autorités compétentes.

A. N.

PROJETS INNOVANTS D'ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CYBERSÉCURITÉ

Baddari félicite les lauréats

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a félicité les étudiants de deuxième année de l'École nationale supérieure de cybersécurité, après que cinq de leurs projets ont décroché des distinctions dans la catégorie « Projet innovant », a indiqué un communiqué publié sur la page officielle du ministre. Ces distinctions ont été obtenues dans les domaines de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle, des technologies juridiques ainsi que de la numérisation des services universitaires. Les projets primés sont « RAKY », consacré à la sensibilisation et à la formation en cybersécurité, « LAWLY », dédié aux technologies juridiques et à l'intelligence artificielle, « VIGIL », portant sur l'analyse de la sécurité des réseaux universitaires, ainsi que « SMAI », spécialisé dans la détection des menaces internes à l'aide de l'intelligence artificielle. Le projet « Campus Security & Maintenance Hub (CSMH) » a également été récompensé pour son apport dans la numérisation de la gestion des résidences universitaires, de la maintenance et de la sécurité.

L.Zeggane

DÉTENUS POLITIQUES SAHRAOUI

Le Maroc accablé pour torture

Le régime du Makhzen voit revenir sur lui, tel un boomerang, ses crasses que le mensonge des mouches électroniques et des fake-news ne peut plus cacher. Il est un fait établi qu'en refusant l'élargissement du mandat de la Minurso pour lui permettre la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, le Maroc voulait cacher beaucoup de choses.

Aujourd'hui, la chape de plomb commence à se fissurer et les nombreuses atteintes aux droits des détenus sahraouis commencent à être connues de toute la planète. Dans une décision rendue publique mercredi, le Comité des Nations unies contre la torture a évoqué un "schéma constant" d'actes de torture, d'aveux extorqués et de manquements répétés aux obligations internationales de Rabat. Le Comité onusien contre la torture a conclu que les autorités marocaines avaient violé des dispositions de la Convention contre la torture dans quatre nouvelles affaires impliquant des détenus sahraouis de Gdeïm Izik incarcérés depuis 2010. Plusieurs détenus sahraouis, dont Naama Asfari, purgent de lourdes peines de prison prononcées au terme de procès expéditifs, note-t-on. Dans ses conclusions, l'organe onusien affirme que ces dossiers ne relèvent pas d'incidents isolés, mais révèlent au contraire "un problème structurel" dans la gestion des affaires liées à ce dossier sensible. Il souligne avoir déjà rendu des décisions similaires dans six affaires précédentes. Les plaignants affirment avoir subi de graves sévices lors de leur arrestation et de leur détention : passages à tabac, brûlures, menaces de viol, isolement prolongé et privation de soins. Selon le Comité, ces allégations n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes "rapides, impartiales et efficaces", malgré les obligations internationales du



Le prisonnier politique Sahraoui Naâma Asfari

Maroc. Le vice-président du CAT, Peter Vedel Kessing, a dénoncé la répétition de pratiques préoccupantes, notamment l'utilisation devant les tribunaux d'aveux obtenus sous la contrainte. "Lorsque des allégations de torture sont soulevées de manière répétée et ignorées, l'interdiction absolue de la torture est mise en péril", a-t-il averti. Le Comité critique également les expertises médicales ordonnées plusieurs années après les faits, estimant qu'elles ne respectaient pas les standards du Protocole d'Istanbul, référence internationale en matière d'enquête sur les actes de torture. Au-delà de la condamnation juridique, l'ONU appelle Rabat à ouvrir des enquêtes indépendantes, à réexaminer les condamnations des plaignants, à accorder des réparations aux victimes et à garantir leur accès à leurs familles, avocats et médecins. Pour rappel, plusieurs autres plaintes individuelles de détenus du camp Gdeïm Izik ont été examinées. Le Comité avait déjà condamné le Maroc en 2016 pour actes de torture et aveux forcés contre le détenu Naâma Asfari. Plusieurs affaires ont suivi entre 2019 et 2023 pour les mêmes faits, confirmant un "schéma constant et répété" d'actes de torture. Le

camp de Gdeïm Izik, démantelé en 2010 près de Laâyoune occupée, avait été créé par des militants sahraouis vivant au Sahara occidental occupé pour protester contre l'occupation, la discrimination et les mauvaises conditions socio-économiques.

NÂAMA ASFARI EN GRÈVE DE LA FAIM

Le prisonnier politique sahraoui Naâma Asfari, membre du groupe de Gdeïm Izik, détenu à la prison de Kénitra au Maroc, a entamé mardi une nouvelle grève de la faim de 48 heures pour dénoncer la persistance des violations commises par les autorités marocaines à l'encontre des prisonniers politiques sahraouis et le refus du Maroc d'appliquer les recommandations des mécanismes onusiens des droits de l'Homme. Cette action, la troisième en moins d'un mois, intervient alors que le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a confirmé, dans son Avis 23/2023, le caractère arbitraire de la détention des prisonniers du groupe de Gdeïm Izik et exigé leur libération immédiate ainsi que des réparations appropriées. Selon des organisations sahraouies de défense des

droits humains, les autorités marocaines continuent d'ignorer les appels internationaux et maintiennent les détenus sahraouis dans des conditions de détention dénoncées par plusieurs ONG et instances onusiennes. L'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD) a appelé la communauté internationale, les organisations de défense des droits humains et les Nations unies à exercer des pressions sur le Maroc afin qu'il respecte ses engagements internationaux et mette fin aux violations visant les prisonniers politiques sahraouis. Le dossier de Gdeïm Izik demeure l'un des symboles les plus marquants de la répression exercée contre les militants sahraouis au Sahara occidental occupé. Les détenus avaient été condamnés à de lourdes peines à l'issue de procès largement critiqués par les observateurs internationaux pour leur absence de garanties d'équité. Le Comité des Nations unies contre la torture (CAT) a, à plusieurs reprises, condamné le Maroc pour l'usage d'aveux obtenus sous la torture dans les procès des membres du groupe de Gdeïm Izik, dont Naâma Asfari.

Pour le Makhzen, la torture est une pratique instituée depuis des années. Un système féodal, qui avait poussé l'horreur jusqu'à éliminer un opposant, Mehdi Ben Barka, puis faire disparaître son cadavre en le dissolvant dans de l'acide, est capable des pires crimes. Son acharnement à refuser l'entrée des représentants d'ONG de défense des droits de l'Homme, dans les territoires sahraouis occupés est une façon de cacher ses crimes. Son refus, soutenu par certaines anciennes puissances coloniales membres du Conseil de sécurité de l'ONU, trouve toute son explication. Aujourd'hui, les plaintes de détenus sahraouis ont brisé le silence des geôles pour résonner et devenir audibles dans le monde. La communauté internationale est interpellée. Le colonialisme, qu'il soit ancien ou nouveau, n'a aucune dimension civilisationnelle. Bien au contraire il se cache derrière le visage hideux de la torture et des atteintes aux droits de l'Homme.

Slimane B.

SITUATION DES DROITS HUMAINS AU SAHARA OCCIDENTAL

Aminatou Haidar met à nu le Makhzen à Stockholm

Le siège de la fondation internationale Right Livelihood Award Foundation a accueilli, vendredi à Stockholm, une rencontre spéciale réunissant la présidente de la Commission sahraouie contre l'occupation marocaine et lauréate du prix 2019 de la fondation, Aminatou Haidar, avec des représentants de plusieurs organisations internationales de défense des droits humains et de la liberté d'expression.

Ont pris part à cette réunion des représentants de Amnesty International, de Reporters sans frontières, de l'organisation Article 2, ainsi que du Olof Palme International Center. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à mettre en lumière la situation des droits humains au Sahara occidental occupé et à renforcer la coordination avec les instances internationales concernées. Lors de la réunion, Aminatou Haidar a présenté un exposé détaillé sur la situation humanitaire et des droits humains dans les territoires sahraouis occupés. Elle a

dénoncé, selon ses propos, des violations persistantes visant les civils sahraouis, notamment des restrictions imposées aux militants et défenseurs des droits humains, ainsi que les conditions de détention des prisonniers politiques dans les prisons marocaines.

Elle a également évoqué des pratiques d'intimidation, de surveillance et de ciblage systématique des voix réclamant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

La question de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental a aussi été abordée, ainsi que les conséquences économiques et sociales sur la population locale.

Aminatou Haidar a dénoncé, selon ses déclarations, une politique d'implantation de populations dans les villes occupées visant à modifier la composition démographique et à porter atteinte à l'identité nationale et culturelle sahraouie. Elle a également alerté sur les impacts sociaux de ces politiques, notamment la migration des

jeunes et la diffusion de la drogue dans les zones urbaines.

La militante sahraouie a souligné l'importance d'un soutien accru au peuple sahraoui et à ses défenseurs, affirmant l'existence de tentatives internationales visant à priver ce peuple de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, qu'elle a qualifié de droit inaliénable. La fondation Right Livelihood se présente comme une organisation mondiale soutenant des acteurs du changement œuvrant pour la paix, la justice et la durabilité, notamment à travers son prix et son accompagnement des lauréats. Aminatou Haidar est arrivée à Stockholm dans le cadre d'une série de rencontres et d'activités destinées à sensibiliser à la cause sahraouie et à défendre les droits humains dans les territoires occupés.

LE DOSSIER DES PRISONNIERS DE GDEÏM IZIK

Dans un autre développement, le Dr Sidi Mohamed Ammar, membre du secrétariat national

et représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordinateur avec la mission MINURSO, a déclaré que le camp de Gdeïm Izik représente, selon lui, un symbole majeur de la résistance du peuple sahraoui. Il a rappelé que le camp de la dignité, installé en octobre 2010 à l'est de Laâyoune, constituait une forme innovante de résistance pacifique contre la présence marocaine et illustrerait, selon ses propos, l'unité du peuple sahraoui face aux tentatives d'effacement de son identité. Le diplomate sahraoui a affirmé que les décisions récentes du Comité des Nations unies contre la torture concernant les prisonniers du groupe de Gdeïm Izik constituent, selon lui, une preuve supplémentaire de violations graves, évoquant des arrestations arbitraires, l'isolement cellulaire, la torture et l'utilisation d'aveux extorqués sous la contrainte.

Il a également tenu des propos accusatoires à l'égard du Maroc, le qualifiant de « hors-la-loi » et dénonçant, selon ses

déclarations, des violations systématiques des droits humains dans les territoires sahraouis occupés.

Le responsable sahraoui a par ailleurs évoqué des épisodes historiques de violence et des pratiques graves imputées à la période de conflit, ainsi que des bombardements et des détentions extrajudiciaires, tout en affirmant que les autorités marocaines empêchent l'accès des observateurs internationaux et des journalistes aux territoires concernés.

Enfin, il a indiqué que certains détenus sahraouis ont mené des grèves de la faim pour protester contre leurs conditions de détention, citant notamment le cas d'un prisonnier en grève de la faim depuis mai 2026. Cet ensemble de déclarations s'inscrit dans un contexte de fortes tensions diplomatiques autour de la question du Sahara occidental et des appels récurrents à un règlement politique sous l'égide des Nations unies.

M. Seghilani

L'OCCUPATION SIONISTE CHERCHE À DÉTRUIRE LES HABITATIONS POUR DÉPLACER LES PALESTINIENS DE FORCE

Le plan funeste à Ghaza dénoncé

Le Centre de Ghaza pour les droits de l'Homme a mis en garde contre l'intensification d'une politique systématique menée par les forces d'occupation sionistes dans la bande de Ghaza, consistant à évacuer de force les habitations encore debout par le biais d'appels téléphoniques, avant de les bombarder et de les détruire, alors que la majorité de ces bâtiments étaient déjà fragilisés par des attaques antérieures.



PH: DR

Dans un communiqué publié hier, l'organisation a exprimé ses craintes quant à une extension des opérations de destruction et de déplacement forcé dans le centre de la bande de Ghaza, notamment après la répétition d'opérations d'évacuation et de bombardements à l'est des camps de réfugiés d'Al-Bureij et d'Al-Maghazi, ainsi que des travaux de bulldozage à l'est de Deir al-Balah. Selon le centre, entre le 20 et le 22 mai en cours, les forces de l'occupation ont détruit plusieurs îlots résidentiels dans les camps de Nusseirat, Al-Bureij et Al-Maghazi, après avoir ordonné l'évacuation des habitants par téléphone. L'organisation estime que cette stratégie ne vise pas des objectifs militaires légitimes, mais cherche plutôt à éliminer les dernières zones résidentielles encore habitables dans ces secteurs. Le Centre de Ghaza pour les droits de l'Homme affirme également avoir documenté au moins douze opérations de bombarde-

ment menées après des appels à l'évacuation durant le seul mois de mai. Il souligne qu'il s'agit d'une ancienne politique israélienne réactivée dans le cadre d'un schéma de destruction systématique de l'environnement résidentiel de la bande de Ghaza. L'organisation rappelle que près de 90 % des bâtiments de Ghaza ont été détruits depuis le début de l'offensive sioniste, contraignant environ deux millions de Palestiniens à vivre dans des tentes de fortune, à proximité des débris de leurs maisons ou dans des bâtiments fissurés et menaçant de s'effondrer, en l'absence totale d'alternatives sûres. Le centre considère que la reprise intensive des frappes contre les logements restants traduit une volonté explicite de parachever la destruction du tissu résidentiel et d'imposer des conditions de vie catastrophiques poussant davantage de civils au déplace-

ment. Il a également averti que les forces d'occupation poursuivent la réduction de l'espace géographique accessible aux plus de deux millions d'habitants de Ghaza, désormais limité à environ 35 % de la superficie totale du territoire, créant ainsi une situation humanitaire jugée invivable et ouvrant la voie à des projets de déplacement forcé. Le Centre de Ghaza pour les droits de l'Homme a insisté sur le fait que les appels téléphoniques ou les ordres d'évacuation émis avant les attaques ne dégagent pas l'occupation de sa responsabilité juridique et ne confèrent aucune légitimité aux frappes visant des biens civils. L'organisation estime que cette méthode est utilisée comme un instrument préparatoire à des opérations de destruction massive, d'intimidation et de déplacement forcé. Elle affirme que les incidents documentés, ajoutés à des milliers de cas similaires,

s'inscrivent dans le cadre d'un « génocide en cours » à travers la destruction méthodique des conditions de survie et l'imposition délibérée de conditions de vie destinées à anéantir, totalement ou partiellement, la population civile. Enfin, le Centre a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités en contraignant l'occupation sioniste à cesser immédiatement toutes les attaques contre les zones résidentielles et les habitations civiles dans la bande de Ghaza. Il a également demandé une intervention internationale urgente afin d'assurer une protection effective des civils, conformément au droit international humanitaire, ainsi que l'autorisation d'acheminer des matériaux d'hébergement d'urgence et de lancer les opérations de reconstruction nécessaires pour les déplacés.

M. Seghilani

MILITANT PRO-PALESTINIEN MENACÉ D'EXPULSION

Le dossier de Mahmoud Khalil serait porté devant la Cour suprême américaine

Les avocats de Mahmoud Khalil, diplômé de l'université Columbia, ont annoncé vendredi leur intention de porter son dossier devant la Cour suprême des États-Unis, après le refus d'une cour d'appel fédérale de réexaminer une décision judiciaire le concernant. Cette procédure ouvre la voie à une éventuelle nouvelle arrestation et à une expulsion du militant pro-palestinien par l'administration américaine. La Cour d'appel du troisième circuit, divisée, a rejeté par six voix contre cinq la demande de Khalil visant à reconsidérer un jugement rendu en janvier par une formation de la cour siégeant à Philadelphie. Cette décision estimait qu'un juge de première instance n'avait pas compétence pour ordonner la libération de Khalil de sa détention migratoire l'année précédente. Mahmoud Khalil figurait parmi les étudiants étrangers arrêtés l'an dernier par les autorités de l'immigration en raison de leur participation à des activités de soutien à la cause palestinienne dans leurs universités, dans le cadre d'une vaste campagne menée sous l'administration du président Donald Trump. Si la décision de la cour d'appel est appliquée, Khalil pourrait de nouveau être arrêté puis expulsé. Le Conseil des recours en matière d'immigration avait déjà rejeté, en avril, son appel contre une décision d'expulsion vers l'Algérie ou la Syrie. Son avocat, Baher Azmy, du Centre pour les droits constitutionnels, a déclaré que son équipe allait saisir la Cour suprême afin de contester une décision qu'il qualifie de « dangereuse ». Selon lui, ce jugement permettrait la détention prolongée d'une personne sans véritable contrôle judiciaire, dans le but de la sanctionner et de dissuader d'autres oppo-

sants aux politiques étrangères américaines. De son côté, un porte-parole du Département américain de la Sécurité intérieure a salué la décision de la cour d'appel, affirmant que l'administration entendait faire appliquer l'ordre d'expulsion. Il a également exhorté Khalil à accepter une « auto-expulsion » via les services de l'immigration, avant une éventuelle arrestation. Khalil avait été arrêté en mars 2025 dans le hall de sa résidence universitaire à Manhattan. Il était une figure active des manifestations étudiantes

contre la guerre menée par Israël dans la bande de Ghaza. Il avait été libéré en juin du centre de détention de Louisiane après qu'un juge fédéral du New Jersey a ordonné sa remise en liberté. Toutefois, en janvier, la cour d'appel du troisième circuit a annulé cette décision, estimant que ses arguments devaient être examinés dans le cadre de la procédure d'appel contre l'ordre d'expulsion, et non par une juridiction de district.

M. S.

GHAZA

Nouveaux bombardements sionistes

Les forces de l'entité sioniste ont poursuivi, samedi, leurs violations du cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, pour le 226e jour consécutif, à travers des bombardements aériens et d'artillerie ainsi que des tirs visant plusieurs zones du territoire palestinien, faisant de nouveaux martyrs et blessés, tandis que les organisations humanitaires alertent sur une situation sanitaire et humanitaire de plus en plus dramatique. Selon des sources locales, des drones de l'occupation ont ciblé un jeune homme circulant à moto dans la région d'Al-Mawassi à Khan Younés, au sud de Ghaza, provoquant sa blessure. Deux autres Palestiniens ont également été blessés par des tirs des forces de

l'occupation à l'est du camp d'Al-Bureij, dans le centre de la bande de Ghaza. D'autres attaques ont été signalées dans plusieurs secteurs, notamment à Beït Lahia, au nord du territoire, dans le quartier d'Al-Zeitoun au sud-est de Ghaza-ville, ainsi qu'à l'est du camp d'Al-Nusseirat, où des frappes aériennes ont visé des zones résidentielles. Des médias palestiniens ont rapporté que plusieurs personnes sont tombées en martyrs ou ont été blessées après qu'un drone israélien a frappé un groupe de citoyens près de la mosquée Al-Chamaa dans la vieille ville du quartier d'Al-Zeitoun. Un Palestinien identifié comme Louay Bassal a également été tué dans une frappe de drone près de son

domicile à l'est de Ghaza-ville. Un enfant a, par ailleurs, été blessé par des tirs d'un drone dans l'école Al-Fakhoura du camp de Jabalia. Au centre de la bande de Ghaza, l'aviation de l'occupation a mené de violents raids contre les camps d'Al-Bureij et d'Al-Nusseirat, tandis que trois maisons ont été détruites à l'est de Deir Al-Balah. Dans le sud du territoire, le complexe médical Nasser de Khan Younés a annoncé l'arrivée d'un martyr, identifié par des sources locales comme un berger. Le ministère palestinien de la Santé à Ghaza a annoncé que huit martyrs, dont sept nouveaux et un corps extrait des débris, ainsi que 29 blessés, ont été transférés vers les hôpitaux du territoire durant les der-

nières 48 heures. Le ministère a précisé que de nombreuses victimes demeurent encore sous les débris ou dans les rues, les équipes de secours et de la défense civile étant incapables d'y accéder en raison de la dangerosité de la situation sur le terrain et des restrictions imposées aux opérations de sauvetage. Selon les statistiques officielles, le nombre de martyrs depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 10 octobre dernier s'élève désormais à 890, en plus de 2.677 blessés et 777 corps récupérés dans les zones détruites. Depuis le début de l'agression contre Ghaza, le 7 octobre 2023, le bilan global a atteint 72.783 martyrs et 172.779 blessés.

M. S.

LIBAN

La résistance atteint des positions de l'occupation sioniste

La résistance islamique au Liban a annoncé avoir mené plusieurs opérations contre les forces d'occupation sionistes, dans un contexte d'escalade militaire persistante au sud du Liban et dans la région de la Békâa. Selon un communiqué publié samedi, les combattants de la résistance ont ciblé, vendredi soir, un rassemblement de soldats de l'occupation près du cours du fleuve, à la périphérie de la localité de Deir Seryan, au moyen d'obus d'artillerie. La résistance a affirmé que cette opération intervenait « en défense du Liban et de son peuple », et en riposte aux violations répétées du cessez-le-feu par l'occupation israélienne ainsi qu'aux attaques visant les villages du sud du pays, qui ont fait plusieurs martyrs et blessés parmi les civils. Dans un second communiqué, la résistance a indiqué avoir intercepté, à minuit samedi, un drone israélien de type « Heron 1 » dans le ciel de la Békâa, à l'aide d'un missile sol-air. Elle a souligné que cette opération constituait également une réponse aux violations de l'espace aérien libanais par l'occupation. Vendredi déjà, la résistance avait revendiqué plusieurs opérations contre des positions militaires sionistes, notamment un poste d'artillerie, des regroupements de soldats, une plateforme du système « Dôme de fer » ainsi qu'un transport de troupes. Parmi les principales opérations figure le ciblage, à 16h00, d'un centre de commandement récemment établi par l'armée d'occupation dans la localité d'Al-Bayyada, suivi cinq minutes plus tard par une frappe contre un rassemblement de soldats israéliens dans la région de Deir Hanna, au sud de la localité.

INTENSIFICATION DES RAIDS AÉRIENS

Parallèlement, l'aviation sioniste a multiplié les frappes contre plusieurs régions libanaises. Selon des médias locaux, six raids ont visé en l'espace de dix minutes les hauteurs de Brital, dans la Békâa orientale, tandis qu'une autre frappe a touché une habitation dans la localité d'Al-Rafid, dans la Békâa occidentale. Dans le sud du Liban, des raids ont également visé les localités de Srafa, Baraachit, Haris, Tebnine et Kafra, alors que des bombardements d'artillerie ont frappé plusieurs zones des districts de Tyr et de Bint Jbeïl. Deux frappes ont notamment ciblé les abords de l'hôpital Hiram à Tyr, provoquant des dégâts matériels. L'occupation sioniste poursuit ainsi ses violations du cessez-le-feu conclu avec le Liban depuis le 17 avril dernier, en ciblant des villages résidentiels et des infrastructures civiles. Selon des bilans relayés par des sources libanaises, l'élargissement de l'agression israélienne depuis mars dernier a fait plus de 12 000 martyrs et blessés.

M. S.

MALGRÉ LES MENACES AMÉRICAINES D'OPÉRER DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE L'IRAN

Téhéran inflexible face à Trump

L'Iran réitère ses mises en garde face au refus des États-Unis de satisfaire les revendications du peuple iranien. Ainsi, le ministre iranien de la Défense a affirmé que le refus de l'ennemi de satisfaire les revendications du peuple iranien entraînera de plus lourdes pertes à Donald Trump et à l'entité sioniste, et que répondre à ces revendications est la seule voie pour mettre fin à la guerre.



Ph: DR

Évoquant l'implication du président américain Donald Trump dans une guerre contre l'Iran, le porte-parole du ministère iranien de la Défense, le général de brigade Reza Talaei, cité par les médias locaux, a déclaré : « Trump n'a d'autre choix que d'accepter les revendications du peuple iranien et de reconnaître les droits de notre pays. » Il a souligné que « sur le champ de bataille comme sur le plan diplomatique, la satisfaction des revendications du peuple iranien est la seule voie pour mettre fin à la troisième

guerre imposée à l'ennemi américano-sioniste. » « En acceptant les propositions de l'Iran, Trump devrait permettre d'éviter des dommages et des coûts supplémentaires résultant de la poursuite de la guerre pour le peuple américain et la communauté internationale. » Le porte-parole du département de la Défense et du Soutien aux forces armées a indiqué que « le mépris et l'indifférence de Trump à l'égard des intérêts nationaux américains, son attachement à l'entité sioniste et son comportement arrogant ne feront qu'enfoncer davantage l'Amérique dans le borbier de la guerre. » De son côté, le président américain Donald Trump a déclaré à ses

conseillers qu'il n'avait pas encore pris de décision définitive quant à une attaque contre l'Iran et qu'il préférerait laisser le temps aux négociations. Le Wall Street Journal, citant des responsables américains, a rapporté que le président américain Donald Trump avait décidé, pour le moment, de reporter le lancement de nouvelles frappes contre l'Iran afin de donner une chance à la diplomatie de progresser. Selon le journal, Donald Trump a tenu une réunion vendredi matin avec de hauts responsables de la sécurité nationale pour discuter des options futures concernant l'Iran. Selon d'autres sources américaines, l'administration Trump envisage

toujours sérieusement l'option de nouvelles frappes, expliquant qu'un certain nombre de responsables et de militaires américains ont déjà annulé leurs projets pour le week-end du Memorial Day par crainte d'une éventuelle évolution de la situation. Des observateurs avaient fait état de préparatifs au sein de l'administration Trump en vue de mener une nouvelle série d'opérations militaires contre l'Iran, en parallèle à la poursuite de contacts indirects avec l'Iran par l'intermédiaire du Pakistan, reproduisant ainsi une pratique devenue courante chez Donald Trump. Côté iranien, le ministère des Affaires étrangères confirme que la priorité des négociations en cours est

la fin de la guerre sur tous les fronts, y compris au Liban, et note une convergence des points de vue sans pour autant parvenir à un accord. La télévision iranienne, citée par les médias locaux, a rapporté les propos du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ismail Baghaei, qui a déclaré samedi : « Nous sommes très proches d'un accord. » Il a souligné qu'à ce stade, les négociations ne portent pas sur la question nucléaire ni sur les modalités de levée des sanctions, indiquant que Téhéran a pris la décision « responsable et sage » de faire de la fin de la guerre sur tous les fronts, y compris au Liban, l'objectif principal des négociations. Baqai a poursuivi : « Puisque nous n'abordons pas les détails du dossier nucléaire à ce stade, il est naturel que nous n'évoquions pas non plus les détails des négociations concernant la levée des sanctions dans le contexte actuel. » Il a souligné que l'Iran se concentre actuellement sur la fin de cette « guerre imposée », expliquant qu'un échange de vues avait eu lieu entre les deux parties sur divers points et que les points de désaccord avaient été discutés. Concernant le détroit d'Ormuz, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a affirmé que les États-Unis n'étaient pas impliqués dans cette affaire, ajoutant qu'il s'agissait d'une question qui concernait l'Iran et les États riverains.

M'hamed Rebah

FRANCE

« The Guardian » met en lumière le système d'étouffement de la solidarité avec les Palestiniens

Selon un reportage du quotidien britannique The Guardian, la France serait engagée dans un processus progressif d'« étouffement » et de « criminalisation systématique » de la solidarité en faveur des Palestiniens, dans un contexte de restriction croissante de l'espace accordé à l'expression pro-palestinienne dans le débat public. Le journal affirme que plusieurs évolutions législatives et politiques récentes contribuent à réduire la marge de manœuvre des voix critiques à l'égard de l'entité sioniste, tout en assimilant certaines formes de militantisme à des infractions pénales. Le quotidien britannique revient notamment sur une proposition de loi déposée en 2024 par la députée Caroline Yadan. Selon le reportage, sa rédaction aurait progressivement dérivé vers un objectif plus large : encadrer plus strictement les critiques visant l'entité sioniste. Le texte, finalement gelé discrètement par le gouvernement le mois dernier, prévoyait notamment d'élargir le délit d'« apologie du terrorisme » afin d'y inclure des formes d'« incitation indirecte ». Il introduit également une nouvelle infraction visant les propos considérés comme une incitation à « la destruction d'un État ou à la négation de son existence ».

ATTEINTE AUX LIBERTÉS FONDAMENTALES

Pour ses détracteurs, cités par The Guardian, ces dispositions posent de sérieux problèmes juridiques et démocratiques. La notion d'« incitation indirecte » ou « implicite » obligerait les tribunaux à interpréter l'intention des auteurs des propos, une tâche jugée juridiquement incer-

taine et potentiellement arbitraire. Un ancien magistrat antiterroriste, Marc Trévidic, est cité comme ayant mis en garde contre un risque d'« arbitraire total », soulignant la difficulté à prouver ce qui relève de l'implicite dans un discours. D'autres critiques estiment que l'interdiction de propos visant à « nier l'existence d'un État » pourrait entrer en tension avec des principes fondamentaux du droit international, notamment le droit des peuples à l'autodétermination. Certains observateurs interrogent ainsi sur les conséquences possibles d'un tel cadre juridique sur les débats relatifs au colonialisme ou aux occupations territoriales.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET CRITIQUE D'ISRAËL

L'organisation française de défense des droits humains citée par le journal considère que ce type de législation risquerait de protéger un État contre les critiques liées à ses violations du droit international, rappelant que la liberté d'expression en France permet en principe de critiquer tout État, tant qu'il n'y a pas d'incitation directe à la violence. Plusieurs rapporteurs spéciaux de l'ONU auraient également exprimé leurs préoccupations dans une lettre ouverte, estimant que de telles dispositions pourraient restreindre la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté académique.

UN CONTEXTE PLUS LARGE DE RESTRICTIONS

Au-delà de ce projet de loi, The Guardian inscrit cette dynamique dans une tendance plus générale en France depuis les événements du 7 octobre. Le ministère

de l'Intérieur aurait tenté d'interdire certaines manifestations de soutien à la Palestine, une décision finalement limitée par le Conseil d'État, mais qui aurait laissé des traces dans la gestion des mobilisations. Le quotidien évoque également des interventions policières lors de rassemblements étudiants opposés au texte, dénoncées par plusieurs organisations internationales comme des atteintes à la liberté de réunion. Par ailleurs, le recours au chef d'« apologie du terrorisme » aurait connu une forte augmentation depuis 2023, touchant des profils variés : militants, universitaires, syndicalistes et même élus. Certaines procédures auraient finalement abouti à des relaxes, après des poursuites très médiatisées.

DES CAS SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE ET MÉDIATIQUE

Le reportage cite notamment le cas de la députée européenne franco-palestinienne Rima Hassan, brièvement interpellée et interrogée dans le cadre d'une enquête pour « apologie du terrorisme ». Selon les informations relayées, son arres-

tation aurait été accompagnée de fuites médiatiques et d'accusations ultérieures rapidement contestées. Il est également indiqué que des éléments de surveillance policière auraient été mis en place à son encontre, sans notification préalable. L'élue conteste ces procédures et a annoncé son intention de saisir des instances internationales, notamment les rapporteurs de l'ONU et le Parlement européen.

LES LIMITES DE LA RÉPRESSION

Enfin, The Guardian estime que la réponse institutionnelle et judiciaire aux mobilisations pro-palestiniennes interroge l'équilibre entre sécurité publique et libertés fondamentales. Le quotidien conclut en rappelant que, si le projet de loi évoqué a été suspendu, il s'inscrit dans un contexte plus large de tensions autour de la liberté d'expression en France, où la frontière entre lutte contre la haine et restriction du débat public demeure au cœur des controverses.

M. Seghilani

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

3 123 martyrs depuis début mars 2026

Le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élève à 3 123 martyrs et 9 506 blessés depuis le 2 mars, a annoncé hier le ministère libanais de la Santé. Dans un communiqué cité par l'agence de presse libanaise ANI, le Centre des opérations d'urgence du ministère libanais de la Santé publique a précisé que le bilan cumulé de l'agression sioniste qui se poursuit depuis le 2 mars dernier s'élève à 3 123 martyrs et 9 506 blessés. L'entité sioniste poursuit ses attaques contre le sud du Liban, en violation de la trêve entrée en vigueur le 17 avril dernier.

R. N.

TIARET. RISQUES DE LA SAISON ESTIVALE

Campagne de sensibilisation et de prévention

Une vaste campagne de sensibilisation a été lancée, dans la wilaya de Tiaret, au profit des citoyens de toutes les catégories d'âge, dans le but de prévenir les risques liés à la saison estivale.

Cette initiative est organisée par la direction de la Protection civile, a-t-on appris, jeudi, auprès de cet organisme. Le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, Abderahmane Mansour, a souligné que cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un programme national mené en coordination avec les services de sécurité, les autorités locales et plusieurs secteurs concernés, ainsi que des associations actives dans les domaines de la sensibilisation et de la prévention. Il a ajouté que cette campagne vise à prévenir les accidents de la route, la baignade dans les mares et les plans d'eau, les incendies de forêts et de récoltes agricoles, ainsi que d'autres risques saisonniers. La première phase de cette cam-



pagne au niveau de la wilaya a vu les commissions mises en place au niveau des communes et des daïras entrer en contact avec les habitants vivant à proximité des zones forestières, des barrages et des points d'eau. Les citoyens ont été sensibilisés à l'importance de signaler rapidement les accidents et dangers, grâce à la diffusion des numéros verts des différents services concernés, ainsi que des coordonnées des responsables locaux. Dans ce cadre, les commissions ont également commencé à orga-

niser des tournées de terrain afin de surveiller et de combler les mares d'eau présentant un danger pour les enfants et les jeunes qui s'y rendent pour se baigner. Des recommandations ont aussi été adressées aux agriculteurs concernant la sécurisation des bassins d'eau situés dans les exploitations agricoles. Des explications ont été fournies sur les dangers de la baignade dans ces endroits, en raison de la présence de branches d'arbres, de débris et de boue qui entravent les mouvements dans l'eau et peuvent

provoquer des noyades. Il a été rappelé que cinq décès par noyade ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours. Parallèlement, des contacts sont établis avec les agriculteurs dont les champs sont situés à proximité des routes à forte circulation, afin de les sensibiliser à la nécessité de prendre des mesures préventives pour protéger les récoltes agricoles, notamment par la création de bandes coupe-feu via le labour des espaces bordant les routes, ainsi que par la mise à disposition d'extincteurs et de citernes d'eau durant les opérations de récolte, afin de garantir une intervention rapide en cas d'incendie et de protéger les récoltes stockées dans les entrepôts. D'autre part, un programme de sorties de terrain est mis en œuvre dans les zones steppiques connues pour la prolifération des scorpions, dans le but de sensibiliser la population aux mesures de prévention contre les piqûres de scorpions et d'expliquer les comportements sanitaires à adopter en cas de piqûre, tout en soulignant la disponibilité des sérums dans les centres de santé de proximité.

SIDI BEL-ABBÈS. CARAVANE

"BANQUE DE LA VIE"

Plus de 480 poches de sang collectées

La caravane nationale de don de sang "Banque de la Vie" a collecté 485 poches de sang dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, grâce à une forte affluence de donneurs qui se sont présentés aux différents points mobilisés pour cette opération, clôturée mercredi soir, a-t-on appris auprès des organisateurs. La directrice générale de l'Agence Nationale du Sang (ANS), Houria Souafi, a précisé que "la wilaya de Sidi Bel-Abbes a constitué la dernière étape de cette troisième édition de la caravane, lancée en coordination avec la Chaîne 1 de la Radio Nationale", soulignant que la wilaya "a été pionnière à l'échelle nationale en réalisant ce franc succès et en enregistrant un engouement sociétal remarquable". De son côté, le directeur de la Santé et de la Population de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, Redouane Kina, a mis en avant le rôle de la mobilisation logistique et humaine qui a accompagné cette initiative, indiquant que les services de santé ont mobilisé plusieurs centres de transfusion sanguine à travers le territoire de la wilaya afin de rapprocher l'opération des citoyens. La chef du centre de transfusion sanguine de la wilaya, Dr Latifa Aidaïda, a indiqué que cinq points stratégiques ont été installés à travers le territoire de la wilaya pour accueillir les donneurs. Il s'agit de la place du "1er Novembre" au chef-lieu de la wilaya, du Centre de lutte contre le cancer (CAC), ainsi que des espaces et services dédiés au sein des établissements hospitaliers des daïras de Ras El Ma, Tabia et Telagh, qui ont été dotés de l'ensemble des équipes médicales et paramédicales spécialisées. Cette campagne nationale, qui s'inscrit dans le cadre des programmes tracés conjointement par le ministère de la Santé et l'Agence Nationale du Sang pour ancrer la culture du don permanent, vise à renforcer le stock de la wilaya et à l'orienter vers le sauvetage des patients admis dans les services sensibles, à l'instar des malades atteints de cancer et des urgences médico-chirurgicales. L'opération s'est déroulée dans une parfaite coordination entre le secteur de la santé, le mouvement associatif et les volontaires du Croissant-Rouge algérien (CRA). Cette initiative humanitaire a été accompagnée par le lancement d'un "plateau en direct" et ouvert de la Chaîne 1 de la Radio Nationale depuis la place du "1er Novembre", dans le cadre du partenariat liant la Radio Nationale à l'Agence Nationale du Sang sous le slogan "Par ton sang, la vie bat son plein", afin de contribuer à la sensibilisation des citoyens et à les inciter à participer massivement.

MÉDÉA. AGIRE

Journée sur l'économie de l'eau et la réutilisation des eaux épurées

L'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) a organisé, jeudi à Médéa, une journée technique sur l'économie de l'eau et l'utilisation des eaux épurées dans les secteurs de l'industrie, les services et l'agriculture. Cette rencontre vise à sensibiliser les opérateurs des secteurs de l'industrie, les services et l'agriculture sur l'importance d'adopter de nouvelles approches en matière de gestion des ressources en eau et la valorisation, notamment, des eaux épurées, a indiqué à l'APS, Belkacem Maraf, directeur du bassin hydrographique Chlef-Zahrez, branche régionale de l'AGIRE, chargée de la gestion intégrée et durable des ressources en eau. "Les défis induits par les

changements climatiques, en particulier l'aménagement des ressources hydriques superficielles ou souterraines, imposent l'adaptation de notre mode de gestion de ces ressources afin de réduire l'impact de ces changements climatiques et garantir notre sécurité hydrique", a-t-il expliqué.

Selon le même responsable, l'utilisation des eaux épurées et de pluie représentent "l'une des alternatives" susceptibles d'atténuer la pression exercée par des secteurs économiques comme l'industrie, l'agriculture ou les services en matière de consommation d'eau. Cette journée technique est "une occasion pour présenter aux opérateurs économiques et agriculteurs présents les dernières technologies et solutions en matière de traitement et de réutilisation de

l'eau", a ajouté M. Maraf. Le directeur local de l'hydraulique, Nassereddine Bechani, a mis en avant, de son côté, l'expérience menée par des agriculteurs locaux qui utilisent, depuis quelques années, les eaux épurées de la station de traitement et d'épuration (STEP) d'Oued-Lahrache, à la périphérie de la ville de Médéa, pour l'irrigation des parcelles d'arboriculture. Actuellement, quelque 350 hectares sont irrigués par ces eaux et cette superficie augmentera dans un avenir proche, au vu des demandes formulées par les agriculteurs, a-t-il relevé. M. Bechani a assuré que le traitement des eaux usées au niveau de la STEP de Médéa se fait par ultra-violet, ce qui augmente de la qualité des eaux épurées et élimine tout risque sur l'environnement ou la santé lors de son utilisation à des fins agricoles. La journée technique a réuni des experts et des spécialistes du secteur de l'eau, l'industrie, l'environnement, l'agriculture, ainsi que des représentants d'organismes et d'entreprises publics et privés.

EL-MEGHAÏER. DAÏRA DE DJAMÂA

Plus de 430 personnes bénéficient de consultations ophtalmologiques

Plus de 431 personnes ont bénéficié de consultations ophtalmologiques dans le cadre d'une campagne de dépistage précoce des maladies oculaires organisée dans la daïra de Djamaa (wilaya d'El-Meghaïer) à l'initiative du Bureau local de l'association "Najda humanitaire" en coordination avec l'Etablissement public de santé de proximité, a-t-on appris jeudi des organisateurs.

Cette campagne, qui a touché des personnes âgées de 40 ans et plus issues de différentes localités, telles que Tamerna Charkia, Tamerna Djedida,

Mansoura, Chemora et El-Zaoualia, a été encadrée par une équipe médicale composée d'ophtalmologues, de médecins généralistes et de paramédicaux, a précisé le chargé de communication du bureau de l'association, Khaled Hammia.

Au moins 104 patients ont été orientés par le staff médical pour subir des interventions chirurgicales, prises en charge par l'association, une fois toutes les procédures nécessaires achevées, a-t-il encore fait savoir. Et d'ajouter que des habitants des localités d'Aghfiane, Mazer, El-Zaouia, Aloucha, Bordj Sli-

mane, Tigdidine et Sidi Yahia avaient déjà profité de consultations similaires organisées antérieurement. Par ailleurs, une campagne de dépistage de maladies oculaires destinée aux écoliers ainsi qu'un camp chirurgical ont été organisés, et au cours duquel 125 patients des daïras de Djamaa et El-Meghaïer ont bénéficié d'actes contre le ptérygion et la cataracte. L'association prévoit d'organiser prochainement d'autres initiatives, contribuant à la généralisation des soins médicaux spécialisés sur l'ensemble du territoire de la wilaya, a-t-on indiqué.

EL-TARF. TOURISME

Mise en service de 4 structures hôtelières dès la saison estivale 2026

Plus de quatre (4) structures hôtelières ouvriront leurs portes dès la saison estivale 2026 dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué, jeudi, la directrice du tourisme et de l'artisanat, Madjda Zenadi. La même responsable a précisé qu'il s'agit de l'entrée en exploitation partielle (60 %) d'un village touristique dans la zone d'expansion touristique (ZET) d'El Battah, dans la commune de Ben M'hidi et de trois hôtels dans la ville d'El Kala (un établissement en cours de réhabilitation et deux auberges transformées en établissements hôteliers. Ces structures hôtelières offriront, au total, 484 lits, pour porter la capacité d'hébergement de cette wilaya côtière à 3.830 lits, selon Mme Zenadi qui a ajouté que l'entrée en exploitation de ces établissements générera plus de 100 emplois directs et indirects, ce qui portera le nombre total d'emplois à plus de 700 dans le secteur du tourisme. La wilaya d'El Tarf compte à l'heure actuelle 29 établissements hôteliers et 44 agences de tourisme et de voyages, a-t-on également fait savoir de même source.

M'SILA. "FORUM PHARMACEUTIQUE DU HODNA"

Plus de 300 participants à l'ouverture

Les travaux du "Forum pharmaceutique du Hodna" ont débuté vendredi soir à M'sila, avec la participation de plus de 300 pharmaciens et spécialistes. Cette rencontre de deux jours est organisée par l'agence "Hodna Health Hub", en coordination avec la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya et l'Ordre des pharmaciens de la région de Sétif.

En marge de l'ouverture du forum, le président du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA), Dr Samir Ouali, a déclaré à l'APS que cet événement scientifique "vise à mettre en valeur le rôle et les multiples missions qu'accomplit le pharmacien au sein du système de santé". Le même intervenant a ajouté que le programme du séminaire comprend des conférences scientifiques, l'organisation d'expositions sur les principaux produits pharmaceutiques, ainsi que la présentation d'idées applicables liées à la "gestion de l'officine", à "l'amélioration des services", à "la communication avec le patient" et à "l'accompagnement de la transformation



numérique et de son impact sur la profession". Il a également souligné que ce forum "constitue un espace de débat et de prospective sur l'avenir de la profession de pharmacien, à la lumière des mutations accélérées que connaît le secteur", ainsi qu'une "réelle opportunité pour instaurer une tradition professionnelle et scientifique basée sur le dialogue et le travail collectif, afin de devenir une référence pour

les pharmaciens et une tribune pour les idées nouvelles au service de la profession". De son côté, le directeur de la santé et de la population de la wilaya de M'sila, Rabie Mezhoud, a indiqué que cette rencontre "représente une halte scientifique importante et une occasion de renforcer les espaces de dialogue et de connaissances chez les pharmaciens et les professionnels du secteur de la santé".

MOSTAGANEM. PORT COMMERCIAL

Réception du projet de modernisation en juillet prochain

La réception du projet d'aménagement et de modernisation du port commercial de Mostaganem est prévue pour le mois de juillet prochain, ont annoncé, jeudi, les services de la wilaya dans un communiqué. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué, mercredi, une visite d'inspection au niveau de cette infrastructure portuaire, afin de constater l'état d'avancement des différents chantiers liés au projet d'aménagement et de modernisation des quais 6 et 7, ainsi que la réalisation d'une plateforme logistique destinée au

stockage des conteneurs. Le taux d'avancement des travaux concernant les quais 6 et 7, ainsi que l'ancienne zone de pêche, pour lesquels une enveloppe financière de 1,88 milliard de dinars a été allouée, "dépasse désormais les 97%", a souligné la même source. Parallèlement, les travaux d'aménagement de la plateforme logistique de stockage des conteneurs, d'une superficie de 100.000 mètres carrés et dotée d'un budget estimé à 3,78 milliards de dinars, se poursuivent.

Ce projet comprend la réalisation d'espaces modernes de stockage, des réseaux

vitaux, des voies internes, de l'éclairage public ainsi que des équipements techniques destinés à améliorer les capacités opérationnelles du port, indique-t-on.

Le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de respecter les normes techniques en vigueur, afin de livrer l'ensemble du projet d'aménagement en juillet prochain. Concernant le projet d'extension du port (troisième bassin), le communiqué indique qu'une enveloppe de 100 millions de dinars a été consacrée aux études visant à accroître les capacités de l'infrastructure

et à permettre l'accueil des navires et des marchandises conformément aux normes modernes.

Cette étude, qui devra être achevée dans un délai de six mois, permettra de proposer plusieurs options techniques et économiques pour la réalisation de cette extension, laquelle nécessite notamment la disponibilité d'une profondeur suffisante pour accueillir des navires de grande taille, l'augmentation des capacités de stockage, ainsi que l'amélioration des conditions de sécurité et de sûreté portuaires, ajoute-t-on de même source.

BOUMERDÈS. RESSOURCES HYDRIQUES

Lancement des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau potable

Les travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau potable destinée à alimenter près de 250.000 habitants de sept (7) communes de l'ouest de la wilaya de Boumerdes ont été lancés jeudi à Boudouaou (nord de la wilaya). Selon les explications fournies à la wali, Fouzia Naâma, à l'issue du lancement de ces travaux dans la région de Helaimia de Boudouaou, ce projet, financé sur budget centralisé, revêt une importance particulière en raison de son impact direct sur un nombre considérable de citoyens concernés. Le projet, prévoyant également la réalisation d'un ouvrage technique, est de nature à renforcer et améliorer le service de distribution d'eau, à optimiser le rendement du réseau de transfert et à assurer la continuité de l'approvisionnement. La conduite concernée reliera la station de pompage de la région de Helaimia, à la périphérie de Boudouaou, au réservoir d'eau du village "Kara Mustapha", dans la

commune d'Ouled Moussa. Le projet vise également l'amélioration du rendement du réseau de transfert d'eau et la continuité de l'alimentation en eau potable dans les communes de Khemis El Khechna, Ouled Moussa, Keddara Bouzegza, El Kharrouba ainsi que dans la zone industrielle

de Larbaatache, selon la même source. Dans le même cadre, les habitants des villages de Bouaidel et de Tala Mehdi, dans la commune d'Ammal, Est de Boumerdes, ont récemment bénéficié de la mise en service d'une station de pompage et d'un réservoir d'eau.

BISKRA. SANTÉ

Réouverture de la polyclinique "défunt moudjahid Ahmed Kebaïli" après sa réhabilitation

La polyclinique "défunt moudjahid Ahmed Kebaïli", relevant administrativement de l'établissement public de santé de proximité de Biskra, a été rouverte, jeudi après sa réhabilitation en vue d'en améliorer les prestations sanitaires. Dans une déclaration à l'APS à l'occasion, le directeur de l'établissement public de santé de proximité, Ziane Ghanem, a précisé que l'opération de réhabilitation de cette structure qui a duré trois mois, a mobilisé une enveloppe financière de plus de 48 millions DA et a porté sur la rénovation des divers services et la réhabilitation de la structure intérieure et extérieure de l'établissement.

EL-BAYADH. DJS Lancement d'une session de formation en camping et randonnée

Une session de formation au profit de 30 jeunes sur le camping, la randonnée et l'exploration a débuté vendredi dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris des services de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS). Le directeur de wilaya de la Jeunesse et des Sports, Kadour Meziane, a lancé de cette formation, organisée par l'Association nationale pour l'animation et l'accompagnement de la jeunesse, en coordination avec l'Association nationale "El Jowal", au niveau du Centre de loisirs scientifiques d'El Bayadh. Cette formation, organisée également en coordination avec la DJS, vise à former et accompagner les jeunes, à les encourager à créer des clubs de camping au sein des établissements de jeunes, et à leur offrir des formations contribuant au développement des activités de jeunesse et au renforcement de la culture du camping, a-t-on expliqué de même source. A ce propos, l'Association nationale pour l'animation et l'accompagnement de la jeunesse a souligné, dans un communiqué, que cette session de formation, "alliant esprit d'aventure et technologies modernes", s'inscrit dans le cadre de projets visant à développer les capacités et les compétences des jeunes, tout en suivant les évolutions technologiques. Au cours de cette formation, qui durera quatre jours, ces jeunes seront initiés aux bases et techniques du camping et de randonnée en pleine nature, ainsi qu'à l'utilisation du système de positionnement global (GPS) dans les aventures et le tourisme des jeunes, entre autres compétences, afin de devenir des encadreurs dans le domaine du camping et de la randonnée modernes, et de prendre l'initiative de créer des clubs de jeunes randonneurs, a-t-on indiqué.

BOUGTOB. DJS

Mise en service d'un nouveau poste de transformation électrique

Le réseau électrique de la wilaya d'El Bayadh a été renforcé par la mise en service du poste de transformation électrique 60/30 kV de Bougtob, dans le cadre du programme préventif lancé par le groupe Sonelgaz visant à assurer la stabilité de l'alimentation électrique durant l'été 2026, indique, jeudi, un communiqué de la société. La même source a précisé que la mise en service de ce poste est intervenue à la fin de la semaine dernière, "à la suite de l'achèvement des différents travaux techniques, réalisés par les équipes de la circonscription du transport de l'électricité de Saïda, conformément aux normes techniques en vigueur". A la faveur de l'entrée en exploitation de ce poste, dont la capacité globale atteint 80 MVA, dont 40 MVA supplémentaires, l'alimentation en énergie électrique sera renforcée au profit de plusieurs régions et communes de la wilaya, notamment Bougtob, Mosbah, Tousmouline, El Kef-Lahmar, ainsi que de la zone industrielle de Bougtob et du périmètre agricole, "ce qui contribuera à soutenir l'activité économique et à améliorer le service public à travers la wilaya", conclut le texte.

APRÈS DE LONGUES TERGIVERSATIONS AU SUJET DE LA DOMICILIATION DU MATCH

L'Algérie affrontera la Bolivie à Kansas City avant le Mondial

À l'approche de la Coupe du monde 2026, la Fédération algérienne de football (FAF) accélère les préparatifs de la sélection nationale afin de permettre aux Verts d'aborder le rendez-vous mondial dans les meilleures conditions possibles.

Réuni, en fin de semaine, lors d'une session du bureau fédéral, l'instance dirigeante du football algérien a officialisé plusieurs décisions importantes concernant le programme de préparation de l'équipe nationale, notamment l'identité du dernier adversaire amical des hommes de Vladimir Petkovic ainsi que la date de publication de la liste des joueurs retenus pour le Mondial.

Dans son communiqué officiel, la FAF a confirmé que l'équipe nationale affrontera la Bolivie en match amical le 10 juin prochain à Kansas City, aux États-Unis. Cette rencontre constituera le dernier test des Verts avant leur entrée dans la phase finale de la Coupe du monde 2026. Ce choix n'est pas anodin, puisque la sélection bolivienne représente un adversaire au profil différent, capable d'offrir une opposition intéressante sur le plan tactique et physique au staff technique algérien. Avant ce rendez-vous face à la sélection sud-américaine, les coéquipiers de Riyad Mahrez auront droit à une affiche particulièrement relevée contre les Pays-Bas. Cette première rencontre de préparation est programmée pour le 3 juin à Rotterdam, dans un contexte qui permettra à Vladimir Petkovic d'évaluer la capacité de son groupe à rivaliser avec l'une des grandes nations du football européen. Le défi s'annonce de taille face à une équipe néerlandaise réputée pour son intensité, sa maîtrise collective et la qualité technique de ses joueurs. Ce double programme amical témoigne de la volonté du sélectionneur national et de la FAF d'offrir à l'équipe nationale une préparation de haut niveau avant le Mondial. En affrontant deux sélections aux styles de jeu différents, l'Algérie espère corriger les dernières imperfections et peaufiner les automatismes avant le début de la compétition. Après leur confrontation contre les Pays-Bas, les Verts s'envoleront directement vers les États-Unis. La ville de Kansas City servira de camp de base à la délégation algérienne durant cette période stratégique précédant le tournoi. Le choix de cette ville répond à plusieurs critères logistiques et sportifs, notamment la qualité des infrastructures, les conditions climatiques ainsi que la proximité avec les différents sites de compétition.

Cette officialisation met également un



Phs : DR

terme à plusieurs semaines d'incertitude autour de l'organisation du dernier match amical de l'Algérie. Ces derniers temps, la FAF avait rencontré d'importantes difficultés pour domicilier cette rencontre de préparation. Entre les contraintes liées au calendrier international, la disponibilité des stades, les exigences des fédérations étrangères et les problèmes de coordination logistique, le dossier s'était avéré particulièrement complexe à finaliser. Plusieurs pistes avaient été étudiées par l'instance fédérale avant qu'un accord définitif ne soit trouvé avec la fédération bolivienne pour une rencontre à Kansas City. Finalement, la FAF est parvenue à sécuriser une solution jugée satisfaisante par le staff technique.

LA LISTE FINALE SERA COMMUNIQUÉE LE 31 MAI

Dans le même communiqué, la Fédération algérienne a également révélé la date de publication de la liste élargie des joueurs convoqués pour la Coupe du monde 2026. Vladimir Petkovic dévoilera officiellement ses choix le 31 mai prochain, soit quelques jours avant la date limite fixée par la FIFA pour l'envoi des listes définitives des sélections participantes. Selon les informations communiquées, le sélectionneur national devrait convoquer dans un premier temps un groupe de 29 à 30 joueurs pour le stage préparatoire qui se déroulera au Centre technique national de Sidi Moussa. Ce rassemblement permettra au staff technique de procéder aux derniers réglages physiques, tactiques et médicaux avant le départ vers l'Europe puis les États-Unis.

À l'issue de cette préparation, Petkovic

devra réduire son effectif à 26 joueurs, conformément au règlement de la FIFA. Cette dernière étape s'annonce particulièrement délicate pour le technicien bosnien, appelé à trancher parmi plusieurs éléments en concurrence dans différents secteurs de jeu. Certains cadres expérimentés devraient naturellement figurer dans la liste finale, tandis que plusieurs jeunes joueurs espèrent encore convaincre le sélectionneur lors du stage de préparation.

Depuis sa nomination à la tête de la sélection algérienne, Vladimir Petkovic travaille progressivement à construire un groupe équilibré mêlant expérience et jeunesse. L'ancien sélectionneur de la Suisse cherche notamment à instaurer une nouvelle dynamique autour des Verts après les déceptions vécues lors des dernières grandes compétitions continentales et internationales.

Cette phase de préparation revêt donc une importance capitale pour l'avenir immédiat de la sélection nationale. Les deux matchs amicaux permettront non seulement d'évaluer l'état de forme des joueurs, mais aussi de renforcer la cohésion collective et de tester plusieurs schémas tactiques avant le début du tournoi.

En officialisant son programme de préparation et la date de publication de la liste des joueurs retenus, la FAF lance ainsi véritablement le compte à rebours vers la Coupe du monde 2026. Une compétition que l'Algérie abordera avec l'ambition de retrouver son prestige sur la scène internationale et de confirmer le potentiel de sa génération actuelle.

Hakim S.

83 MATCHS, 40 CONTRIBUTIONS DÉCISIVES :

Hadj Moussa a changé de dimension avec Feyenoord

Avec 25 buts, 15 passes décisives et un total impressionnant de 40 contributions offensives en seulement 83 matchs, Anis Hadj Moussa s'est imposé comme l'un des joueurs algériens les plus performants évoluant actuellement en Europe. Sous les couleurs de Feyenoord Rotterdam, l'ailier algérien a franchi un cap majeur cette saison, au point de devenir l'un des éléments offensifs les plus décisifs du championnat néerlandais. Le plus marquant dans les statistiques du joueur reste surtout sa régularité dans toutes les compétitions. Hadj Moussa a été décisif aussi bien en Eredivisie qu'en Ligue des champions UEFA, en Ligue Europa et en Coupe des Pays-Bas, confirmant sa capacité à répondre présent sur les grandes scènes européennes. Grâce à ses performances remarquées, l'international algérien attire désormais l'at-



tention de plusieurs grands clubs européens. Sa vitesse, sa qualité technique et sa faculté à éliminer dans les un-contre-un ont fait de lui l'un des profils offensifs les plus suivis du moment. À seulement 24 ans, Hadj Moussa semble avoir atteint une nouvelle dimension dans sa carrière. Son

évolution statistique illustre parfaitement sa progression, notamment dans le dernier geste et la prise de décision offensive.

Avec 40 contributions décisives en 83 rencontres, soit presque une action décisive tous les deux matchs, l'Algérien affiche désormais des standards

dignes des meilleurs joueurs offensifs du championnat néerlandais. Selon plusieurs tendances autour du marché des transferts, l'aventure de Hadj Moussa à Feyenoord pourrait toucher à sa fin dès cet été. Le club néerlandais serait prêt à écouter les offres pour son joueur, dont la cote ne cesse de grimper après sa saison réussie.

Les performances du joueur, notamment sur la scène européenne, ont renforcé son attractivité auprès de nombreuses formations ambitieuses cherchant un ailier capable de faire des différences immédiatement.

Pour Feyenoord, le départ du joueur représenterait une importante plus-value sportive et financière. Pour Hadj Moussa, ce serait surtout l'occasion de franchir une nouvelle étape dans une carrière qui semble désormais lancée vers le très haut niveau européen.

H. S.

**S
T
R
O
P
S**

PLUSIEURS CADRES SOUS SURVEILLANCE ENTRE LE 25 ET LE 31 MAI

Sidi Moussa, le grand test de Petkovic avant le Mondial

Le premier stage de préparation de la sélection algérienne, prévu à partir de ce lundi au Centre technique national de Sidi Moussa, s'annonce déjà comme une étape décisive dans les choix de Vladimir Petković avant la Coupe du monde. Plus qu'un simple rassemblement de préparation, ce stage servira de véritable examen de passage pour plusieurs internationaux revenant de blessure ou encore loin de leur meilleure condition physique.



que chaque joueur soit capable de supporter l'intensité physique d'une compétition mondiale, où le moindre déficit athlétique peut coûter très cher. Selon les informations qui circulent autour de la sélection nationale, Vladimir Petkovic compte soumettre l'ensemble des joueurs convoqués à une série complète de tests physiques et médicaux afin d'évaluer leur niveau réel de préparation.

UNE BATTERIE DE TESTS PHYSIQUES AU PROGRAMME

L'objectif est clair : éviter toute erreur de casting avant le Mondial. Le sélectionneur veut disposer d'un groupe compétitif à 100 %, capable d'enchaîner les rencontres à haute intensité et de répondre aux exigences du très haut niveau.

Le cas de certains cadres inquiète particulièrement le staff médical. Les blessures répétitives et les périodes d'inactivité observées ces derniers mois obligent Petkovic à adopter une approche prudente avant de trancher définitivement.

Ce contexte pourrait également redistribuer les cartes au sein de l'effectif national. Plusieurs joueurs jusque-là considérés comme quasi incontournables pourraient voir leur place menacée si leur condition physique ne répond pas aux attentes du sélectionneur.

À l'inverse, certains éléments en pleine forme

pourraient profiter de cette période pour gagner des points précieux dans l'esprit du staff technique. Petkovic veut avant tout miser sur des joueurs prêts physiquement et mentalement pour défendre les couleurs nationales sur la scène mondiale.

CAP ENSUITE SUR LES PAYS-BAS

Le stage de Sidi Moussa s'annonce ainsi comme un moment charnière dans la préparation des Verts. L'intensité des entraînements et les évaluations physiques permettront au sélectionneur d'avoir une vision beaucoup plus claire avant l'annonce officielle de la liste finale.

Une fois ce premier travail effectué à Alger, la délégation algérienne prendra la direction des Pays-Bas pour poursuivre la préparation avec le groupe retenu pour le Mondial.

Ce second stage permettra à Petkovic d'entrer dans les derniers réglages tactiques et techniques avant le début de la compétition. Mais avant cela, tout se jouera d'abord à Sidi Moussa, où plusieurs internationaux savent déjà qu'ils jouent une partie importante de leur avenir en sélection. Pour certains cadres diminués physiquement, ce rassemblement pourrait être la dernière occasion de convaincre le sélectionneur national qu'ils sont prêts pour le grand rendez-vous mondial.

Hakim S.

FAF

Les sélections nationales U16, U20 et U23 en stage à partir du 1er juin

Les sélections nationales U16, U20 et U23 (Garçons) entreront en stages séparés à partir du 1er juin prochain, pour préparer les prochaines échéances officielles, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de football (FAF). "Les stages des trois catégories d'âge se dérouleront du 1er au 9 juin. Les U16 seront en Arabie saoudite, où il disputeront deux matchs amicaux contre la sélection locale, à Dammam. Les U20, quant à eux, seront en Tunisie, plus précisément à Sousse, où ils disputeront deux matchs amicaux contre la sélection nationale locale. Enfin, les U23 effectueront leur stage bloqué à Annaba, où ils disputeront deux matchs amicaux contre la Mauritanie" a détaillé l'instance fédérale dans un communiqué, diffusé sur son site officiel, au lendemain de la réunion de son Bureau Fédéral, tenue au Centre technique de Sidi-Moussa (Alger).

De son côté, la sélection nationale des U17 dispute actuellement la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie, où elle a réussi à se qualifier à la prochaine Coupe du monde des U17, prévue au Qatar du 19 novembre au 13 décembre 2026. "Le bureau fédéral suit avec beaucoup d'attention le parcours de la sélection nationale U17 à la CAN-2026, auteur d'une brillante qualification à la Coupe du monde U17. A l'issue du tirage au sort effectué jeudi à Zurich, l'Algérie est tombée dans un groupe composé des Etats-Unis, du Monténégro et du Chili. Les jeunes Verts tenteront de confirmer leurs progrès et de représenter dignement le football algérien lors de cette compétition mondiale prévue au Qatar" a-t-on espéré de même source.

Double confrontation amicale face à la Tunisie pour les U20

Double confrontation amicale face à la Tunisie pour les U20

La sélection algérienne des moins de vingt ans (U-20), disputera deux matchs amicaux face à son homologue tunisienne les 5 et 8 juin à Sousse, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de football (FAF). Ces deux rencontres se dérouleront en marge du stage prévu en Tunisie du 1er au 9 juin 2026, dans le cadre de la poursuite de sa préparation en prévisions des prochaines échéances officielles, précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. La sélection algérienne sous la conduite de l'entraîneur national Razik Nedder, prépare le tournoi de l'UNAF, qui se déroulera en Egypte du 21 septembre au 6 octobre 2026, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN 2027 au Ghana. Pour rappel, l'équipe algérienne avait effectué du 1er au 3 mai un stage au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, consacré exclusivement aux joueurs évoluant dans le championnat local. Il avait été précédé par un regroupement effectué du 22 au 31 mars dernier au Caire, ponctué par deux matchs amicaux face à l'Egypte, soldés par des scores de parité (0-0) et (2-2).

H. S.

CRISE INTERNE À L'USMA

Allik vide son sac

A peine quelques jours après le doublé historique réalisé, l'USM Alger replonge déjà dans les turbulences. Les révélations fracassantes de Saïd Allik sur les ondes de la Radio nationale ont exposé au grand jour des tensions internes profondes, au moment où le club avait pourtant besoin d'unité et de sérénité pour préparer l'avenir.

L'euphorie née du récent sacre africain n'aura finalement duré que quelques jours. Alors que les supporters de l'USM Alger espéraient voir leur club capitaliser sur cette réussite historique afin d'aborder sereinement la prochaine saison, la sortie médiatique du directeur général sportif Saïd Allik est venue raviver les tensions au sein de la maison usmiste. Invité de la Radio nationale, le dirigeant n'a pas hésité à dévoiler publiquement plusieurs dysfonctionnements internes, pointant du doigt des conflits de pouvoir et des ingérences qui, selon lui, fragilisent la stabilité du club. D'emblée, Saïd Allik a évoqué le dossier de l'entraîneur sénégalais Lamine N'Diaye, recruté au mois de février pour succéder à Abdelhak Benchikha. Le DGS a affirmé que certaines parties avaient tenté de bloquer l'arrivée du technicien sénégalais alors même qu'un accord définitif avait déjà été conclu. L'argument financier aurait été utilisé pour remettre en cause cette nomination, certains estimant que le club ne disposait pas des moyens nécessaires pour prendre en charge le salaire du coach. Une situation qui, selon Allik, illustre les nombreuses interférences qui compliquent son travail quotidien. Le responsable sportif usmiste est allé encore plus loin dans ses révélations.

Sans citer de noms, il a indiqué que des responsables avaient pris contact avec l'ancien international algérien Billel Dziri afin de lui proposer le poste d'entraîneur, sans même le consulter. Une démarche qu'il considère comme une tentative claire de contourner ses prérogatives et de fragiliser son autorité au sein de l'organigramme du club. Ses propos ont immédiatement provoqué de nombreuses réactions dans l'entourage du club de Soustara.

UNE GESTION INTERNE CONTESTÉE

Saïd Allik s'est également exprimé sur plusieurs dossiers sportifs sensibles qui ont marqué la campagne continentale de l'USMA. Le DGS a notamment tenu la direction du club pour responsable de la non-qualification des joueurs Achraf Abada et Imadeddine Azzî en Coupe de la Confédération afri-



caïne. Selon lui, ces erreurs administratives ont privé l'équipe de deux éléments importants dans une période cruciale de la saison. Une déclaration lourde de sens qui met en lumière les défaillances organisationnelles dénoncées depuis plusieurs mois par une partie des observateurs. Dans le même registre, le dirigeant a regretté le refus de recruter l'attaquant Tayeb Meziani, un joueur qu'il considérait comme un renfort capable d'apporter davantage de solutions offensives à l'équipe. Là encore, Allik laisse entendre que certaines décisions sportives échappent au département qu'il dirige officiellement, alimentant ainsi le flou autour de la gouvernance du club. Mais c'est surtout le ton employé qui a marqué les esprits. Le DGS a parlé de "trahison au sein de la maison", une expression particulièrement forte qui traduit l'ampleur du malaise actuel. Il a aussi dénoncé des réunions organisées avec les joueurs sans qu'il ne soit informé, ainsi que certaines interventions de personnes proches des supporters qu'il accuse de nuire à la stabilité du club.

Des accusations qui témoignent d'un climat tendu en interne, malgré les succès sportifs enregistrés cette saison. Cette sortie médiatique suscite désormais un large débat parmi les supporters usmistes. Une partie estime que Saïd Allik a eu raison de révéler les problèmes afin de pousser les responsables à agir rapidement. D'autres, en

revanche, considèrent que ces déclarations fragilisent davantage l'image du club à un moment où l'USMA devrait au contraire afficher un front uni pour préparer les prochaines échéances nationales et africaines. Face à cette situation, Saïd Allik a directement interpellé le propriétaire du club, le Groupe Serport. Le dirigeant réclame une délégation de signature complète afin de pouvoir exercer pleinement ses fonctions et prendre les décisions nécessaires sans subir d'interférences.

LE GROUPE SERPORT INTERPELLÉ

En d'autres termes, le DGS souhaite disposer des pleins pouvoirs sur le volet sportif pour mettre fin aux conflits internes et clarifier les responsabilités de chacun. L'intervention du Groupe Serport apparaît désormais incontournable. Le club algérois se trouve à un tournant important de son histoire récente. Après avoir retrouvé les sommets du football africain, l'USMA doit impérativement préserver sa stabilité afin d'éviter que les tensions internes ne viennent compromettre la dynamique positive construite cette saison. Les prochains jours seront donc décisifs pour l'avenir du club de Soustara.

À l'USMA, le plus difficile commence peut-être maintenant : gagner la bataille de la stabilité après avoir remporté celle des trophées.

Mohamed Amine Toumizi

HANDBALL FÉMININ Nouveau titre de champion pour le HBC El-Biar

L'équipe féminine du HBC El-Biar continue d'écrire l'une des plus belles pages du handball algérien. Vendredi, les joueuses de la commune algéroise ont officiellement décroché le titre de championnes d'Algérie 2026 après leur victoire par forfait contre l'OS El-Oued, lors de la 13e et avant-dernière journée des Play-offs de l'Excellence A dames. Un nouveau sacre qui confirme la domination totale du club sur la scène nationale.

Avec désormais 28 points au compteur, le HBC El-Biar ne peut plus être rejoint au classement. Les coéquipières des Vertes et Blanches remportent ainsi le septième titre national de leur histoire, mais surtout le cinquième consécutif, une performance remarquable qui témoigne de la stabilité et de la régularité du club ces dernières saisons. Ce nouveau couronnement vient consolider le statut de référence du handball féminin algérien acquis par la formation d'El-Biar depuis plusieurs années. Ce sacre ne doit rien au hasard. Depuis le début de la saison, les handballeuses du HBC El-Biar ont affiché une supériorité évidente sur leurs concurrents. Grâce à un collectif solide, une défense rigoureuse et une expérience accumulée au fil des campagnes nationales, le club a su gérer les moments importants du championnat avec maîtrise. Même si le titre a été validé sur une victoire par forfait, le parcours des championnes reste largement mérité. L'histoire entre El-Biar et le handball féminin remonte d'ailleurs à plusieurs décennies. Avant même l'appellation actuelle du club, la commune avait déjà connu les joies d'un titre national en 1987 sous les couleurs de l'IRB El-Biar. Cette continuité dans la performance sportive démontre l'ancrage historique de la discipline dans cette école réputée pour son sérieux et sa formation.

LE DOUBLÉ DANS LE VISEUR

Mais la saison du HBC El-Biar est loin d'être terminée. Les championnes d'Algérie ambitionnent désormais de réaliser le doublé championnat-Coupe d'Algérie. Mardi dernier, elles ont validé leur qualification pour les demi-finales de l'épreuve populaire après une large victoire face au CF Boumerdès (25-13) en quart de finale. Une prestation convaincante qui confirme l'excellente dynamique du groupe. Derrière l'invincible leader, la bataille reste ouverte pour les places d'honneur. Le MC Alger, deuxième avec 22 points et un match en moins, conserve sa position de dauphin devant le HC Mila. Plus bas au classement, plusieurs formations tentent de sauver une saison compliquée, notamment l'OS El-Oued et le NRF Constantine, en difficulté depuis le début des Play-offs. Au-delà des chiffres, ce nouveau titre du HBC El-Biar illustre surtout la progression constante du handball féminin algérien. Grâce à des clubs structurés et à des joueuses de plus en plus compétitives, la discipline gagne en visibilité et en crédibilité sur la scène nationale.

La domination d'El-Biar semble aujourd'hui sans partage, mais la question demeure : qui parviendra à stopper l'hégémonie des championnes d'Algérie ?

M. A. T.

LE MCA MUSCLE SES FINANCES

30 milliards récoltés, 100 milliards dans le viseur

Triple champion d'Algérie, Mouloudia Club d'Alger veut désormais changer de dimension, non seulement sur le plan sportif, mais aussi économique. Derrière les ambitions continentales du Doyen se cache aujourd'hui une véritable stratégie financière destinée à bâtir un club capable de rivaliser durablement avec les grandes puissances africaines.

Car au Mouloudia, la prochaine étape ne se limite plus à dominer le championnat national. L'objectif affiché est désormais clair : remporter une deuxième Ligue des champions africaine, un rêve devenu une obsession pour les supporters mouloudéens. Et pour atteindre ce but, la direction sait qu'elle devra s'appuyer sur des ressources financières beaucoup plus importantes.

30 MILLIARDS HORS SONATRACH : UN SIGNAL FORT

Longtemps dépendant presque exclusivement du soutien de Sonatrach, le MCA commence progressivement à diversifier ses sources de financement. Cette saison, les différents sponsors du club, hors Sonatrach, ont injecté près de 30 milliards de centimes dans les caisses du Mouloudia.

Un chiffre loin d'être anodin pour les dirigeants mouloudéens, qui y voient la preuve du retour de l'attractivité économique du club. Grâce

à ses résultats sportifs, à sa popularité grandissante et à son exposition médiatique, le MCA attire de plus en plus de partenaires commerciaux désireux d'associer leur image au club le plus populaire du pays.

Cette évolution marque un tournant important dans la stratégie économique du Mouloudia. Le club ne veut plus uniquement dépendre des financements institutionnels, mais aspire à construire un modèle plus moderne basé sur le sponsoring, le marketing et les investissements privés.

UN OBJECTIF DE 100 MILLIARDS DE CENTIMES

La direction du MCA voit encore plus grand pour les prochaines années. Les responsables du club ambitionnent d'atteindre un financement hors Sonatrach de l'ordre de 100 milliards de centimes.

Une projection qui traduit clairement la volonté du Doyen de se hisser au niveau des grands clubs africains sur le plan structurel et économique. Dans le football moderne, les performances sportives sont souvent liées à la puissance financière. Les dirigeants du MCA l'ont bien compris : pour viser régulièrement les derniers carrés de la Ligue des champions africaine, il faut disposer de moyens conséquents.

Cette montée en puissance financière devrait permettre au club d'in-

vestir davantage dans plusieurs secteurs stratégiques : recrutement de joueurs de haut niveau, amélioration des infrastructures, développement du centre de formation, renforcement de la cellule de recrutement et professionnalisation de la gestion administrative et marketing.

LA PRESSION POPULAIRE POUR UN MERCATO XXL

Cette ambition financière nourrit naturellement les attentes des supporters. Les Chnaoua suivent avec attention les mouvements de la direction et réclament un mercato estival à la hauteur des moyens annoncés. Pour la galerie mouloudéenne, les investissements doivent désormais se refléter directement sur la qualité de l'effectif. Les supporters rêvent de voir le club attirer des joueurs capables de faire basculer les grandes affiches africaines et de permettre au MCA de franchir enfin un cap en Ligue des champions. La pression populaire est d'autant plus forte que le public estime que le moment est idéal pour construire une équipe capable de régner sur le continent. Avec une stabilité financière croissante et une domination locale confirmée, beaucoup considèrent que le MCA possède aujourd'hui toutes les cartes pour devenir un véritable géant africain.

Mais cette ambition financière s'accompagne également d'un

immense défi : construire un modèle économique durable. La direction du MCA cherche à éviter une dépendance totale aux injections financières classiques et veut progressivement installer une logique de rentabilité autour de la marque MCA. Le potentiel commercial du club est énorme : merchandising, droits marketing, sponsoring, produits dérivés, partenariats commerciaux ou encore exploitation de l'image du club. Avec une base populaire immense en Algérie et à l'étranger, le Mouloudia représente aujourd'hui une véritable puissance marketing encore sous-exploitée. La stratégie actuelle vise donc à transformer cette popularité historique en force économique durable capable de soutenir les ambitions sportives du club sur le long terme. Le MCA semble ainsi entrer dans une nouvelle phase de son histoire, où la puissance financière devient un levier central du projet sportif. L'objectif n'est plus seulement de gagner en Algérie, mais de construire une institution capable de s'imposer durablement sur la scène africaine. Et dans l'esprit des supporters mouloudéens, une idée domine toutes les autres : voir enfin le Doyen décrocher cette deuxième étoile continentale qui manque tant au palmarès du club.

H. S.

PREMIER LEAGUE

Guardiola à Manchester City, clap de fin et héritage éternel

L'Angleterre s'apprête à tourner une page d'histoire avec le départ confirmé vendredi de Pep Guardiola, l'entraîneur de Manchester City qui a tout gagné et tout révolutionné durant une décennie garnie de titres, records et innovations tactiques.

"Dix ans, c'est beaucoup de temps, et je pense que le club a besoin d'un nouveau manager, d'une nouvelle énergie, avec ces joueurs incroyables que nous avons en ce moment, et de commencer à écrire un nouveau chapitre", a justifié l'Espagnol en conférence de presse. "Je pars avec un incroyable sentiment de paix intérieure, en sachant que j'ai tout donné pour ce club, que je le laisse dans une meilleure situation et que les gens ont apprécié ce que nous avons fait pendant ces dix années", a-t-il ajouté. Le Catalan de 55 ans fera ses adieux à l'Etihad Stadium, où une tribune sera bientôt renommée en son honneur, dimanche contre Aston Villa. Il s'en va "en tant que plus grand entraîneur de l'histoire du club, après une décennie inégalée de succès riche en trophées", vingt au total, amassés "au cours d'une ère de domination" sur le sol national, a écrit Manchester City dans le communiqué que les supporters redoutaient.

RÔLE D'AMBASSADEUR

Il quitte les terrains "pour un moment", a-t-il dit, mais il ne quitte pas totalement le club. Il endossera en effet un rôle "d'ambassadeur" pour le City Football Group, l'entité qui contrôle totalement ou partiellement une douzaine de clubs dans le monde (Troyes, Gérone, Palerme, New York City FC, etc.). L'ancien entraîneur du FC Barcelone et du Bayern Munich, défenseur des peuples opprimés et des victimes des guerres, restera lié à jamais à la ville du nord-ouest de l'Angleterre, qui l'a



accueilli en 2016. "C'est une ville bâtie par le travail. Par le labeur. On le voit à la couleur des briques. Par des gens qui pointaient tôt, restaient tard. Les usines. Les Pankhurst (du nom d'Emmeline Pankhurst, militante féministe originaire de Manchester, NDLR). Les syndicats. La musique. Tout simplement la révolution industrielle et la façon dont elle a changé le monde. Et je crois que j'ai fini par comprendre ça, et mes équipes aussi", a-t-il écrit dans le communiqué annonçant son départ. Guardiola quitte l'équipe au maillot bleu ciel à un an de l'échéance de son contrat, après avoir transformé "City" en machine à gagner, avec une identité de jeu forte qui a profondément transformé le paysage anglais et européen.

PASSION, OBSESSION ET INNOVATION

Ce tacticien obsédé par les détails et passionné, qualifié de "génie" par ses joueurs, a multiplié les innovations tactiques au fil des années, comme jouer sans N.9 de métier ou avec un défenseur central, John Stones, dans un rôle hybride au milieu. "Je pensais connaître le football,

mais j'ai vite réalisé que ce n'était pas le cas", a affirmé l'international anglais dans une vidéo mise en ligne jeudi par son club.

Guardiola et City, ce sont vingt titres dont six dans le championnat le plus relevé au monde, sans oublier la Ligue des champions en 2023, la toute première de l'histoire pour le club mancurien. En Premier League, il a écrit l'histoire avec plusieurs records, comme les 100 points collectés en 2018, et les quatre sacres consécutifs de 2021 à 2024. Il a aussi mené une superbe bataille avec le Liverpool de Jürgen Klopp, qu'il a dominé d'un point en 2019 puis en 2022. Mais, pour la première fois, il a aussi abandonné le trône d'Angleterre durant deux saisons successives, au Liverpool d'Arne Slot en 2025 et au Arsenal de Mikel Arteta en 2026. Cette saison, il a toutefois remporté la Coupe d'Angleterre et la Coupe de la Ligue. Une parade est prévue lundi dans les rues de Manchester, initialement pour fêter le sacre national de l'équipe féminine et la récente victoire en Coupe d'Angleterre. Elle devrait se transformer en adieux géants pour ce monument du football mondial.

MANCHESTER UNITED

Michael Carrick garde les rênes

Manchester United a placé vendredi son destin entre les mains de Michael Carrick, ex-capitaine populaire devenu entraîneur intérimaire à succès, chargé désormais de stabiliser les Red Devils dans l'élite anglaise et européenne, leur ancien habitat naturel. "Nous sommes ravis d'annoncer que Michael Carrick poursuivra dans son rôle d'entraîneur principal de notre équipe", a annoncé le club mancurien dans un communiqué. "Depuis que je suis arrivé il y a 20 ans, je ressens la magie de Manchester United. Avoir la responsabilité de diriger ce club de football si spécial m'emplit d'une grande fierté", a réagi Carrick. "Ces cinq derniers mois, ce groupe de joueurs a démontré qu'il était capable d'atteindre les niveaux de résilience, d'unité et de détermination exigés par le club. Il est maintenant temps d'avancer ensemble avec ambition. Manchester United et nos incroyables supporters méritent de se battre de nouveau pour les plus grands titres", a ajouté l'Anglais de 44 ans. Après avoir hissé le club du nord-ouest de

l'Angleterre sur le podium de la Premier League au bout d'un intérim de quatre mois réussi, son défi sera de dupliquer la recette du succès sur une saison entière, avec la Ligue des champions au menu des réjouissances. Les dirigeants s'étaient tournés en janvier, et jusqu'à la fin de la saison, vers cette figure bien connue d'Old Trafford pour ramener de la stabilité et de la sérénité après le mandat agité de Ruben Amorim. A l'inverse du Portugais, au bilan décevant et aux déclarations parfois explosives, Carrick a réinjecté de la confiance, du calme et des idées plus claires au sein d'une équipe qui en avait bien besoin. Son bilan affiche onze

victoires en seize matches (pour trois nuls et deux défaites), en comptant celle obtenue dimanche contre Nottingham Forest (3-2) dimanche.

TERRAIN CONQUIS

Carrick arrivait certes en terrain conquis. L'ancien milieu défensif a porté le maillot rouge à 464 reprises, entre 2006 et 2018, et remporté douze titres majeurs en douze ans (dont cinq en Premier League et une Ligue des champions), sous la baguette du légendaire Alex Ferguson. Depuis le départ de l'Écossais en 2013, le club détenu par la famille Glazer a enchaîné les déceptions sur le terrain et les

échecs avec les entraîneurs. Carrick en a parfois été le témoin direct puisqu'il a fait partie du staff de José Mourinho, puis de celui d'Ole Gunnar Solskjær.

Il avait même dirigé l'équipe le temps de trois matches en fin d'année 2021 après le renvoi du Norvégien. Comme entraîneur principal et permanent, Carrick n'a pour expérience que deux années incomplètes à Middlesbrough, en deuxième division, entre octobre 2022 et juin 2025. Avec "Boro", il a atteint les barages d'accession pour la Premier League dès sa première saison mais il a fini la suivante à la dixième place, ce qui a conduit à son renvoi.

LIGA

Le Real Madrid annonce le départ d'Alaba

Le Real Madrid, actuel deuxième au classement de la Liga espagnole de football, a annoncé vendredi dans un communiqué le départ du défenseur international autrichien David Alaba (33 ans), au terme de sa cinquième saison à Madrid. Au terme de son contrat fin juin, l'ancien joueur du Bayern Munich va quitter le géant espagnol après trois saisons minées par des blessures successives. Le Real a fait part de sa "gratitude et toute son affection à un joueur qui a fait partie d'une équipe ayant brillé durant l'une des périodes les plus fastes de notre histoire". Arrivé à Madrid en 2021 après avoir tout gagné au Bayern, l'international autrichien (112 sélections) a disputé 131 rencontres sous le maillot merengue et remporté onze trophées, dont deux Ligas des champions, deux Ligas et une Coupe du Roi.

MONDIAL-2026

L'Angleterre sans Alexander-Arnold, Palmer ni Foden, avec Toney

Le sélectionneur de l'Angleterre Thomas Tuchel a dévoilé vendredi un groupe de 26 joueurs pour la Coupe du monde sans Trent Alexander-Arnold, Harry Maguire, Phil Foden ni Cole Palmer, des grands noms du football européen. L'invité surprise de la liste dévoilée par la fédération anglaise est Ivan Toney, avant-centre de 30 ans crédité de 32 buts en 32 matches cette saison dans le championnat saoudien avec Al-Ahli, appelé à être une doublure du capitaine Harry Kane au poste de N.9, avec Ollie Watkins. Fidèle à sa ligne, Tuchel n'a pas convoqué le latéral droit du Real Madrid, Trent Alexander-Arnold (27 ans), passeur hors-pair au profil offensif, jugé inconsistant dans ses tâches défensives. A ce poste, le technicien allemand a préféré Reece James (Chelsea), Jarell Quansah (Leverkusen) et Tino Livramento (Newcastle). En attaque, la concurrence est également fatale à Cole Palmer, le meneur offensif de Chelsea, et à Phil Foden, auteur d'une saison décevante à Manchester City. Morgan Gibbs-White, très performant avec Nottingham Forest, n'est pas non plus du voyage aux Etats-Unis. Le poste de N.10 reviendra à Jude Bellingham ou Morgan Rogers, joueurs du Real Madrid et d'Aston Villa respectivement. En défense centrale, Harry Maguire n'a pas été convoqué, malgré son expérience internationale (66 sélections, deux Mondiaux et un Euro disputés), sa seconde moitié de saison aboutie avec Manchester United et son précieux jeu de tête. Ivan Toney est l'invité surprise de la liste même si Tuchel avait déjà convoqué l'avant-centre de 30 ans en juin 2025, quasiment sans lui donner de temps de jeu cependant. L'ancien joueur de Brentford a terminé deuxième meilleur buteur du championnat d'Arabie saoudite cette saison et il est habitué à jouer sous de fortes chaleurs, un critère qui a pu entrer en compte avant la Coupe du monde disputée aux Etats-Unis.

. La liste des 26 joueurs

- **Gardiens de but (3)**: Dean Henderson (Crystal Palace), Jordan Pickford (Everton), James Trafford (Manchester City)
 - **Défenseurs (9)**: Dan Burn (Newcastle), Marc Guéhi (Manchester City), Reece James (Chelsea), Ezri Konsa (Aston Villa), Tino Livramento (Newcastle), Nico O'Reilly (Manchester City), Jarell Quansah (Bayer Leverkusen/GER), Djed Spence (Tottenham), John Stones (Manchester City)
 - **Milieux (7)**: Elliot Anderson (Nottingham Forest), Jude Bellingham (Real Madrid/ESP), Eberechi Eze (Arsenal), Jordan Henderson (Brentford), Kobbie Mainoo (Manchester United), Declan Rice (Arsenal), Morgan Rogers (Aston Villa)
 - **Attaquants (7)**: Anthony Gordon (Newcastle), Harry Kane (Bayern Munich/GER), Noni Madueke (Arsenal), Marcus Rashford (Barcelone/ESP, prêté par Manchester United), Bukayo Saka (Arsenal), Ivan Toney (Al-Ahli/KSA), Ollie Watkins (Aston Villa)

NDLR: le gardien de but Jason Steele (Brighton) n'est pas présent sur la liste, mais fera le voyage avec la sélection anglaise pour participer aux entraînements.

SELON LE MÉDIA BRITANNIQUE *THE INDEPENDENT*

«Face à la Russie, l'OTAN se terre dans le métro londonien pour préparer sa guerre»

Pour simuler des frappes contre la Russie, des militaires de l'OTAN ont trouvé refuge dans les profondeurs de la station désaffectée de Charing Cross, à Londres et c'est depuis ce bunker improvisé sous les pavés britanniques que l'Alliance tente de planifier sa défense, tout en admettant « un retard technologique face à la capacité de Moscou ».

Des militaires de l'OTAN se sont installés dans la station désaffectée de la gare de Charing Cross, dans le centre de Londres, afin de simuler des opérations visant à porter des « frappes en profondeur » sur le territoire russe en cas d'attaque contre les pays de l'Alliance, a rapporté *The Independent* en citant des sources. Selon l'article, le Corps britannique de réaction rapide (ARRC) mène des exercices au cours desquels les soldats s'entraînent à utiliser des moyens de guerre électronique pour brouiller les communications russes et détruire des drones. Des ingénieurs ont aménagé un centre de commandement complet sur le quai désaffecté. En cas de situation critique, ce quartier général pourrait diriger le déploiement de 100 000 militaires. *The Independent* a noté que le matériel destiné aux exercices était acheminé au milieu de la nuit à bord de rames spéciales à plancher surbaissé du métro londonien. Selon le scénario imaginé par les commandants, l'exercice consiste à repousser



une invasion fictive dans l'un des pays baltes.

Le commandant du centre britannique ARRC, le général Mike Elvis, a expliqué la nécessité de mettre au point des tactiques de reconnaissance et de frappe. Selon lui, la Russie dispose de deux avantages décisifs : la capacité de concentrer ses forces sur le point d'impact et, en théorie, l'initiative de lancer l'attaque. Le chef des forces terrestres de l'OTAN, le général américain Christopher Donahue, a averti que l'OTAN accusait un retard considérable dans le développement d'équipements modernes et peu coûteux. Selon lui, la Russie et l'Ukraine s'adaptent aux nouvelles technologies en quelques mois, alors que les pays de l'Alliance ont besoin

de plusieurs décennies pour y parvenir. Il s'agit avant tout des drones équipés d'une liaison par fibre optique, qui ne peuvent pas être neutralisés par des moyens de guerre électronique. Depuis plusieurs années, les pays occidentaux alimentent l'hystérie autour d'une prétendue possible attaque russe contre les pays de l'OTAN. Néanmoins, le président russe Vladimir Poutine a rejeté toute hypothèse d'une telle offensive. Il a qualifié ces craintes occidentales de mensongères et dénuées de sens, accusant certains dirigeants européens d'alimenter une hystérie collective et d'installer dans l'opinion publique la peur d'un affrontement inévitable avec la Russie.

R. I.

GRÂCE À LA REPRISE DE LA PRODUCTIVITÉ

Le Brésil prévoit une récolte de café record en 2026

Le Brésil, premier producteur et exportateur mondial de café, prévoit une production record de café en 2026, grâce à des conditions météorologiques favorables, à l'expansion des surfaces cultivées et à un cycle de productivité positif dans les plantations de café, a déclaré jeudi la Compagnie nationale d'approvisionnement (CONAB), entreprise publique. La production de café du Brésil pourrait atteindre 66,7 millions de sacs de 60 kilogrammes au cours du cycle actuel, soit une hausse de 18 % par rapport à la récolte précédente et le volume le plus élevé jamais enregistré. Si la production correspond aux prévisions, elle dépassera le précédent record de 63,08 millions de sacs établi en 2020.

Ce boom du café intervient dans un contexte de reprise de la productivité agricole et de renforcement de la position du Brésil sur le marché international, où le pays demeure le premier fournisseur mondial de café. Selon la CONAB, la superficie totale consacrée à la culture du café pourrait augmenter de 3,9 % pour atteindre

2,34 millions d'hectares, tandis que la productivité nationale moyenne pourrait augmenter de 13 %, pour atteindre 34,4 sacs par hectare.

La production de café Arabica, la variété la plus exportée et celle qui possède la plus grande valeur ajoutée, devrait atteindre 45,77 millions de sacs, soit une augmentation de 28 % par rapport à l'année dernière. La CONAB a attribué cette augmentation principalement au cycle de production biennal positif et à l'amélioration des conditions météorologiques dans les principales régions productrices du pays. Pour le café robusta, principalement utilisé dans le café instantané et les produits industriels, la production est estimée à 20,9 millions de sacs, soit une hausse de 0,8 % par rapport à la récolte précédente.

L'État de Minas Gerais, principal État producteur de café du Brésil, devrait représenter près de la moitié de la production nationale, avec une récolte estimée à 33,4 millions de sacs, soit une augmentation de 29,8 % par rapport à l'année dernière. Malgré une forte

croissance de la production prévue, les exportations de café du Brésil ont chuté de 22,5 % sur un an pour atteindre 11,5 millions de sacs entre janvier et avril 2026, selon les données officielles du ministère du Développement,

de l'Industrie, du Commerce et des Services. Ce recul s'explique par la faiblesse des stocks nationaux suite aux récoltes limitées des années précédentes et par une demande internationale soutenue.

R.I.

VENEZUELA

Caracas dénonce l'impact des mesures «coercitives unilatérales» de Washington sur le secteur de la santé

La république Bolivarienne de Venezuela a dénoncé l'impact des mesures coercitives unilatérales des États-Unis sur son système de santé lors de la 79e Assemblée mondiale de la santé à Genève, affirmant qu'elles ont affecté l'accès aux fournitures médicales, aux médicaments et aux équipements. Mauricio Vega, vice-ministre vénézuélien des Hôpitaux, a déclaré au forum de l'Organisation mondiale de la santé que les restrictions avaient également affecté la disponibilité du personnel de santé, tout en défendant le modèle de santé publique du pays fondé sur l'équité et les soins primaires.

« LA SANTÉ EST UN DROIT HUMAIN FONDAMENTAL, ET NON UNE MARCHANDISE », A DÉCLARÉ VEGA.

Il a déclaré que le Venezuela avait connu une baisse du nombre de personnels de santé en raison des

migrations massives de ces dernières années, mais qu'il avait renforcé ses programmes de formation pour les nouveaux professionnels.

Vega a également mis en garde contre la résurgence de maladies qui pourraient affecter la population dans un contexte de limitations structurelles causées par les sanctions américaines.

Malgré ces défis, le Venezuela maintient des politiques visant à garantir l'accès universel aux soins de santé et appelle à « l'élimination totale et inconditionnelle » de ce qu'il qualifie de mesures coercitives unilatérales inhumaines, a-t-il déclaré.

Le ministère vénézuélien de la Santé a déclaré que la délégation du pays à la 79e Assemblée mondiale de la Santé, dirigée par Vega, réaffirmerait sa position sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur le pays.

R.I.

A LA 13E SESSION DU FORUM URBAIN MONDIAL (WUF13)

De nouveaux appels pour s'attaquer à la crise mondiale du logement

La 13e session du Forum urbain mondial (WUF13) a achevé ses travaux, vendredi, par des appels renouvelés à « un engagement politique pour s'attaquer à la crise mondiale du logement et accélérer le développement urbain durable ». Organisé par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et co-organisé avec le gouvernement azerbaïdjanais sous le thème « Loger le monde : des villes et des communautés sûres et résilientes », ce forum d'une semaine a rassemblé plus de 57 000 participants de 176 pays, dont 11 chefs d'État, 88 ministres, 76 vice-ministres et 130 maires. Les discussions menées tout au long de la semaine ont porté sur le logement abordable, l'amélioration des quartiers informels, le financement du logement, la résilience climatique, le développement urbain à faible émission de carbone et la reconstruction des communautés touchées par les crises. Selon les organisateurs, près de trois milliards de personnes dans le monde vivent actuellement dans des conditions de logement insalubres. Tout au long de la semaine, le WUF13 a souligné l'importance de placer le logement au cœur des efforts de développement durable, mettant en avant son rôle dans la promotion de la résilience, de l'équité sociale, de la stabilité et des opportunités économiques. « Alors que nous atteignons le milieu du Nouvel Agenda urbain, le message est clair : la prochaine décennie doit être définie par une mise en œuvre accélérée, un déploiement à grande échelle et un impact mesurable sur la vie des gens », a déclaré Anaclaudia Rosbach, directrice exécutive d'ONU-Habitat. Le WUF13 s'est conclu par la présentation de l'« Appel à l'action de Bakou », un document élaboré par les parties prenantes appelant à une action accélérée en matière de logement et d'urbanisation durable. La clôture du WUF13 a également marqué le passage de relais officiel au Mexique, qui accueillera la 14e session du forum en 2028. Créé par les Nations Unies en 2001, ce forum est considéré comme la principale plateforme internationale de dialogue sur l'urbanisation durable et le logement.

R. I.

DANS LE CADRE D'UNE AFFAIRE DE CORRUPTION

Les médias français révèlent des perquisitions à l'Élysée

Le palais de l'Élysée a fait l'objet de perquisitions le 20 mai dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour favoritisme et corruption. Les enquêteurs s'intéressent aux marchés publics attribués à la société Shortcut Events, prestataire régulier de la présidence pour l'organisation de grandes cérémonies.



française, avait été accusé d'avoir agressé des participants à la manifestation du 1er mai.

Par ailleurs, des perquisitions avaient eu lieu à l'Élysée en 2008 dans le cadre de l'enquête sur la disparition du journaliste Guy-André Kiffer. Ces dernières années, cette société était chargée d'organiser de grandes cérémonies pour la présidence.

Selon les estimations du Canard enchaîné, chaque événement a coûté environ deux millions d'euros à l'État. Le Monde a indiqué qu'une tentative de perquisition au palais présidentiel avait déjà été

entreprise en avril dernier, mais qu'elle s'était soldée par un échec. Cependant, le même jour, des perquisitions ont pu être menées au Centre des monuments nationaux, qui s'occupe de l'attribution des contrats, dans les bureaux de Shortcut Events et au domicile de plusieurs personnes liées à cette affaire.

L'enquête examine d'éventuelles irrégularités dans l'attribution des marchés publics, notamment des soupçons de favoritisme, de corruption et d'abus d'influence. Auparavant, le parquet avait souligné l'interprétation controversée de l'article 67 de la Constitu-

tion française, selon lequel le président bénéficie de l'immunité.

Toutefois, selon plusieurs juristes, celle-ci ne s'étend pas aux bâtiments administratifs et aux agents.

«L'ÉLYSÉE AVAIT REFUSÉ DÉJÀ L'ACCÈS AUX AGENTS DU PARQUET»

Le parquet national financier a confirmé les informations du Monde. Il a ajouté que les perquisitions avaient été précédées de discussions. Cette démarche visait à éviter que ne se reproduise la situation d'avril, lorsque l'Élysée avait refusé l'accès aux agents du parquet, invoquant le principe de l'inviolabilité de la résidence du chef de l'État.

L'enquête a été ouverte à la suite d'un article publié par Libération en juin 2024.

Selon le quotidien français, Shortcut Events a régulièrement obtenu, pendant plus de 20 ans, des contrats pour l'organisation de cérémonies au Panthéon et a également participé à la préparation d'événements d'État, notamment la commémoration du débarquement en Normandie en 2024.

R. I.

IRAK-IRAN

Les MAE des deux pays discutent de l'état d'avancement des négociations

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Fuad Hussein, et son homologue iranien, Seyed Abbas Araghchi, ont discuté des derniers développements des négociations entre l'Iran et les États-Unis lors d'un appel téléphonique, a déclaré samedi le ministère irakien des Affaires étrangères. Lors de l'appel téléphonique de vendredi soir, Araghchi a informé Hussein des progrès réalisés dans les pourparlers en cours, notamment concernant un nouveau document de négociation discuté lors du dernier cycle de négociations, selon un communiqué du ministère. Hussein a souligné « la nécessité de mettre fin au plus vite aux opérations militaires dans le détroit d'Ormuz et d'œuvrer à la levée du blocus imposé à l'Iran ». Les deux ministres ont également souligné le rôle du Pakistan dans la facilitation des négociations et ont insisté sur l'importance de l'engagement du Qatar à ce stade

R. I.

DANS LE GOLFE D'ADEN

Des activités «suspectes» selon un observateur maritime britannique

L'agence britannique des opérations commerciales maritimes (UKMTO) a déclaré samedi avoir reçu de nombreux signalements d'activités suspectes dans le golfe d'Aden. Dans un communiqué publié sur X, l'UKMTO a indiqué que « plusieurs navires ont signalé avoir été approchés, par des embarcations légères dans la zone samedi ». Il est à rappeler que plus tôt ce mois-ci, les gardes-côtes yéménites ont déclaré que des hommes armés non identifiés avaient abordé et pris le contrôle d'un pétrolier au large des côtes de la province de Shabwa avant de le diriger vers les côtes somaliennes. « Une grande embarcation légère équipée de deux moteurs hors-bord a été aperçue transportant des échelles et des armes », selon le communiqué de l'UKMTO. L'agence a conseillé, « aux navires transitant par la zone de faire preuve de prudence ».

R. I.

BOLIVIE

Contestation politique et sociale populaire croissante et des inquiétudes

Le gouvernement bolivien a déclaré mercredi à l'Organisation des États américains (OEA) que des semaines de blocages routiers, de manifestations et de violences constituent une menace pour l'ordre démocratique du pays, sa stabilité institutionnelle et ses droits fonda-

mentaux. S'exprimant lors d'une session virtuelle du Conseil permanent de l'OEA, le ministre bolivien des Affaires étrangères, Fernando Aramayo, a déclaré que la Bolivie était confrontée « à une agitation politique et sociale croissante, certains manifestants exigeant la démission du président Rodrigo Paz ». Aramayo a appelé l'OEA et ses États membres à réaffirmer leur soutien à l'ordre constitutionnel bolivien et à condamner la violence politique et les actions visant à perturber les institutions de l'État. La Bolivie est le théâtre depuis plusieurs semaines de manifestations menées par des agriculteurs, des mineurs, des ouvriers, des enseignants, la Centrale ouvrière bolivienne et des groupes proches de l'ancien président Evo Morales. Ce qui avait commencé comme des revendications sectorielles s'est transformé en une mobilisation politique exigeant la démission de Paz. Les

tensions se sont exacerbées après les opérations policières et militaires menées le week-end dernier à El Alto, près de La Paz, pour dégager les routes et rétablir l'accès aux approvisionnements en nourriture et en carburant. Les autorités ont indiqué que plus de 100 personnes avaient été interpellées. Depuis lundi, les manifestations se sont déplacées vers le centre de La Paz, où des affrontements, des pillages et des dégâts aux biens publics et privés ont été signalés. Aramayo a déclaré que le gouvernement respecte le droit à la manifestation pacifique et à la participation politique, mais a ajouté qu'aucune revendication ne peut justifier la violence, l'intimidation ou les violations des droits des citoyens. Il a demandé l'envoi d'une mission internationale de l'OEA pour évaluer la situation politique et sociale sur le terrain.

R. I.

ÉTATS-UNIS

Fuite chimique en Californie, environ 40.000 personnes évacuées

Environ 40.000 personnes ont reçu vendredi l'ordre d'évacuer leur domicile en Californie en raison d'une fuite d'un réservoir de produit chimique qui pourrait provoquer une explosion et envoyer des fumées toxiques au-dessus d'une vaste zone habitée. Une citerne de 26.000 litres de méthacrylate de méthyle, un produit chimique liquide et inflammable utilisé pour la fabrication du plastique, présente une fuite dans une localité du comté d'Orange, dans la banlieue sud de Los Angeles. Cette situation pourrait provoquer une importante pollution chimique au sol, ou bien déclencher une explosion, a expliqué un responsable des pompiers. L'ordre d'évacuation concerne environ 40.000 personnes et des milliers refusent de partir, a affirmé Amir El-Farra, le chef de la police de Garden Grove, la localité où se déroule l'accident. Aucun blessé n'a été signalé pour l'instant par les autorités, qui n'ont pas communiqué sur l'origine de la fuite. Les autorités travaillent à la mise en place de barrières pour éviter que le produit toxique ne pollue les cours d'eau ou l'océan, situé à quelques kilomètres.

AVANT SON DÉPART DU RENSEIGNEMENT AUX ETATS UNIS

Tulsi Gabbard s'apprête à « déclassifier des dossiers secrets » sur le Covid-19 et les élections

Avant de quitter ses fonctions, la directrice du renseignement national américain, Tulsi Gabbard, prévoit de publier une série de documents issus d'enquêtes internes. Selon le Daily Wire, ces révélations porteront sur des sujets sensibles tels que la pandémie de Covid-19, le « syndrome de La Havane » et les processus électoraux américains. La directrice des services de renseignement américains, Tulsi Gabbard, a l'intention, avant de quitter ses fonctions, de divulguer des informations sur les conclusions d'une série d'enquêtes internes très médiatisées, a rapporté le Daily Wire en citant une source au sein des services de renseignement américains. Selon le média, ces informations comprendront des documents sur la pandémie de Covid-19, le « syndrome de La Havane » [terme générique désignant un mystérieux trouble neurologique observé pour la première fois en 2016 chez des diplomates américains et canadiens à La Havane] et l'élection présidentielle américaine. Le Daily Wire a indiqué que ces informations seraient publiées chaque semai-

ne le mois prochain. La publication a indiqué que, jusqu'en mai, Tulsi Gabbard avait supervisé la déclassification de plus de 500 000 pages de documents gouvernementaux classés secrets. Parmi les documents qu'elle a déclassifiés figuraient des dossiers liés aux assassinats du président John F. Kennedy, du sénateur Robert Kennedy et de Martin Luther King Jr., ainsi que des dossiers concernant la disparition de l'écrivaine Amelia Earhart et des documents de l'administration de l'ancien président Joe Biden exposant le plan d'action stratégique du gouvernement fédéral pour lutter contre le terrorisme intérieur. C'est Fox News qui a annoncé le 22 mai la démission imminente de Tulsi Gabbard. Selon la chaîne, la directrice du renseignement national américain a pris cette décision en raison de la grave maladie de son mari. Plus tard, Tulsi Gabbard a confirmé sa démission sur X. Elle a remercié le président américain Donald Trump pour sa confiance et a indiqué qu'elle devait se retirer de la fonction publique afin d'être aux côtés de son mari.

R. I.

LE NIGER ROMPT DÉFINITIVEMENT AVEC LE FRANÇAIS ORANO

Niamey a procédé à la création de la compagnie nationale TSUMCO SA

Le Conseil des ministres au Niger a annulé la concession du groupe Orano Mining et l'a remplacée par une compagnie nationale pour exploiter les gisements d'uranium du pays. L'État nigérien continue de réclamer des redevances à la compagnie, qui a engagé une bataille judiciaire bloquant la vente de l'uranium du pays à l'international.

Le Conseil des ministres nigérien, réuni lundi dernier, sous la présidence du chef de l'État Abdourahmane Tiani, a adopté un projet de décret portant création d'une société nationale dénommée « Teloua Safeguarding Uranium Mining Company » (TSUMCO SA). Cette nouvelle entité doit remplacer la Société des mines de l'Air (SOMAIR), nationalisée par les autorités nigériennes, et marque la fin du titre d'exploitation détenu par le groupe français Orano Mining sur la concession uranifère d'Arlit, accordée depuis 1978 pour une durée de 75 ans. Dans un communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres, les autorités nigériennes expliquent que le nom « Teloua » fait référence à une nappe aquifère souterraine située dans la région minière d'Arlit, où se trouvait notamment la mine COMINAK exploitée par Orano/Areva entre 1978 et 2021. Le gouvernement nigérien évoque également des « impacts dramatiques » sur les sols,



les ressources en eau et les écosystèmes sahariens autour des sites miniers. Selon les autorités, cette dénomination constitue un « devoir de mémoire » et reflète leur volonté de poursuivre les responsables de ces dommages environnementaux.

UN BRAS DE FER JUDICIAIRE AVEC ORANO

La réglementation minière nigérienne impose désormais une redevance superficielle sur les périmètres non exploités de la concession d'Arlit, fixée à 25 millions de francs CFA par km² et par an depuis une ordonnance adoptée en août 2024. Selon Niamey, le refus de paiement de cette redevance par Orano Mining a conduit à une mise en demeure adressée en septembre 2025. L'absence de régularisation dans les délais légaux a ensuite servi de

fondement juridique à l'annulation du contrat d'exploitation. Le gouvernement affirme par ailleurs qu'Orano Mining reste « redevable de ses obligations fiscales et environnementales » au titre des accords antérieurs.

Depuis la nationalisation de Somair en juin 2025, le groupe français a engagé plusieurs procédures judiciaires contre l'État nigérien. Des recours qualifiés de « quasi-harcèlement judiciaire » par le ministre nigérien des Mines, Ousmane Abarchi, qui dénonce des démarches destinées à bloquer les exportations d'uranium nigérien sur les marchés internationaux. Cette nouvelle décision devrait encore accentuer les tensions entre Niamey et Orano, dans un contexte de rupture plus large entre le Niger et la France autour des questions sécuritaires, économiques et stratégiques.

R. I.

PENDANT LA PROCHAINE PÉRIODE DE SOUDURE

«En pleine période de conflit, des millions de Nigériens risquent de souffrir de la faim» alerte ONU

Des millions de personnes à travers le Nigeria se préparent à l'une des pires périodes de soudure jamais enregistrées, dans un contexte de conflit, de violence et d'insécurité, ont déclaré vendredi des humanitaires de l'ONU. Dans un communiqué de presse, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a déclaré que les pressions économiques et les contraintes de financement sans précédent poussent les familles nigériennes au bord du gouffre. L'équipe humanitaire de pays des Nations Unies au Nigeria a indiqué que près d'une personne sur sept, soit 35 millions de personnes à l'échelle nationale, risque de souffrir d'insécurité alimentaire aiguë pendant la période de soudure de cette année, de juin à août, a déclaré le bureau. « Cela fait du Nigeria l'un des pays confrontés à l'une des plus graves crises alimentaires au monde, le fardeau pesant de manière écrasante sur le nord du pays », indique le rapport. « Si l'aide est encore retardée, des millions de familles seront contraintes de réduire encore leurs repas, de vendre leurs biens et de retirer leurs enfants de l'école. » OCHA a indiqué que la malnutrition aiguë devrait également atteindre un pic, mettant ainsi des millions d'enfants en danger. Dans le nord-ouest et le nord-est du Nigeria, on estime que 6,4 millions d'enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë cette année.

R. I.

BURKINA FASO

Un fonds souverain pour transformer les revenus de l'or en moteur de développement

Le Burkina Faso a créé un Fonds souverain minier d'investissements destiné à transformer les revenus exceptionnels tirés de l'or en projets industriels et infrastructures stratégiques. Les autorités veulent faire de cette rente minière un outil durable de souveraineté économique et financière. Le gouvernement du Burkina Faso a adopté, lors du Conseil des ministres du 21 mai, un décret portant création du Fonds souverain minier d'investissements du Burkina Faso (FSMIB), baptisé « Siniyan-Sigui », dans un contexte de hausse spectaculaire et historique du cours de l'or. Cette conjoncture exceptionnelle a généré d'importants revenus miniers excédentaires pour les caisses de l'État. La décision vise une « capitalisation structurée permettant de transformer une rente conjoncturelle en un levier de développement durable », indique un communiqué de la présidence du Faso. La même source souligne la nécessité de mettre en place un fonds souverain adossé au secteur minier, qui occupe une place stratégique dans l'économie du pays. Le ministre de l'Économie et des Finances, Aboubakar Nacanabo, a expliqué que le décret « permet

d'avoir un fonds souverain minier alimenté par le supplément de ressources dégagées au niveau de l'activité minière en tenant compte d'un niveau des cours des minerais de référence », ajoutant que l'excédent réalisé serait reversé dans ce nouveau fonds souverain.

FINANCER LES PROJETS INDUSTRIELS ET D'INFRASTRUCTURES

Aboubakar Nacanabo a précisé que « le fonds souverain minier est institué sous la forme d'un compte d'affectation spéciale », permettant de financer de manière autonome

des projets industriels et des infrastructures stratégiques dans le pays. Il a indiqué que les premiers travaux devraient voir le jour à partir de 2027. Le communiqué de la présidence évoque également l'objectif de renforcer la souveraineté financière du Burkina Faso et d'améliorer la note souveraine du pays.

DES RECETTES MINIÈRES EN HAUSSE

Avec une quinzaine de mines industrielles et 16 mines semi-mécanisées en production, ainsi qu'environ 240 permis de recherche actifs, la pro-

duction d'or du Burkina Faso est passée de 60,771 tonnes en 2024 à plus de 94 tonnes en 2025, selon les chiffres du ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières.

Les recettes issues de l'extraction et de l'exportation d'or augmentent également de manière continue depuis 2019.

Les revenus du secteur sont passés de près de 570 milliards de FCFA (près de 980 millions de dollars) en 2024 à plus de 776 milliards de FCFA (près de 1,34 milliard de dollars) au 31 décembre 2025.

R. I.

LIBYE

La Russie demande le retrait du dossier libyen de la CPI

La Cour pénale internationale enquê- te sur « des pions et des intermédiaires issus de pays en développement, mais jamais sur les responsables occidentaux » la porte parole du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zabolotskaïa, également représentante permanente adjointe de la Russie auprès du Conseil de sécurité de l'Onu: Déclatant que « malgré les appels de la société civile, la CPI n'enquête pas sur les activités des dirigeants militaires et politiques européens qui ont d'abord créé la crise migratoire en détruisant l'État libyen » a affirmé la responsable russe, poursuivant que « la CPI ne manifeste aucun intérêt pour les crimes de l'Otan lors des événements de 2011 », a-t-elle souligné devant le Conseil de sécurité.

R. I.

POUR BÉNÉFICIER DES DROITS DE DOUANE NULS DE LA CHINE

Le Zimbabwe s'emploie à rehausser les normes agricoles pour exporter ses produits

Le Zimbabwe doit renforcer sa capacité à se conformer aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) pour bénéficier pleinement de la politique des droits de douane nuls de la Chine, a déclaré vendredi la Commission de la concurrence et des tarifs (CTC) du pays. La CTC a déclaré dans son rapport du premier trimestre 2026, publié vendredi, que l'offre de la Chine de supprimer les droits de douane sur les importations en provenance de 53 pays africains entretenant des relations diplomatiques, dont le Zimbabwe, renforcera la compétitivité du pays sur le marché chinois. « À mesure que la gamme de pro-

duits s'élargit et que les barrières tarifaires diminuent, l'horticulture s'impose comme un élément stratégique des relations commerciales entre le Zimbabwe et la Chine, ouvrant la voie à une augmentation des volumes, à des partenariats commerciaux plus étroits et à une base d'exportation plus diversifiée », a déclaré la CTC.

La commission a souligné que les exportateurs zimbabwéens doivent se conformer aux exigences SPS rigoureuses pour exploiter pleinement le vaste marché chinois, ajoutant que les mesures SPS sont devenues des gardiennes techniques du commerce agricole

mondial. « Pour les pays en développement comme le Zimbabwe, la capacité à se conformer aux exigences SPS est donc tout aussi cruciale que les préférences tarifaires pour déterminer les performances réelles à l'exportation », a noté le CTC dans son rapport. Pour transformer les protocoles Zimbabwe-Chine en une croissance généralisée, le CTC a appelé au renforcement des capacités nationales en matière de SPS et à la promotion de chaînes de valeur inclusives par le biais de programmes de production sous contrat, d'agriculture contractuelle et de modèles coopératifs.

OPÉRA D'ALGER

Concert en hommage à la diva Warda El-Jazaïria

Un concert de musique a été animé, vendredi soir à Alger, en hommage à la diva de la chanson arabe Warda El Jazaïria à l'occasion du 14e anniversaire de sa disparition. Zain Awad de Jordanie et Asma Ben Ahmed de Tunisie et les lauréats de la dernière édition d'Alhan Wa Chabab, Chaïma Maalem et Sabri Azzeddine ont animé cette soirée à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh devant un public nombreux.

Le premier concert intervient dans le cadre de l'événement intitulé : "Les nuits de Warda El Jazaïria", ouvert le 17 mai dernier (date anniversaire de sa disparition en 2012) et qui s'étale jusqu'au 23 mai, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, présente à cette soirée, en compagnie du ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, et de la ministre de la Formation et l'Enseignement professionnels, Mme Nassima Arhab. Warda El-Jazaïria, qui compte plus de 300 chansons oscillant entre classiques orientaux, romances et hommages patriotiques, a été évoquée à travers un voyage



musical onirique ayant résonné dans la solennité du moment, telle une ode contemplative, invitant à méditer ces mélodies suspendues hors du temps, empreintes de nostalgie, que l'intemporelle cantatrice a gravées dans les mémoires. Des expositions de collections rares d'objets et souvenirs retraçant la carrière de Warda El Jazaïria et de photos inédites, organisées en partenariat avec le Centre national de documentation de l'image et des médias, ont marqué cet

événement depuis son ouverture, le 17 mai dernier. Avant et après le spectacle, le fils, Reyad Kesri, s'est livré à une séance de dédicace de son livre "La voix, le sang et la vie Fragments d'une présence : Warda El Jazaïria", récemment paru aux Editions Dalimen, et dont le contenu pourrait constituer, de l'avis de plusieurs spectateurs, un excellent support pour l'écriture d'un scénario de long métrage consacré au parcours de vie singulier de la grande artiste Warda El-Jazaïria.

TIMIMOUN

Lancement des éliminatoires Sud-Ouest du Festival du chant patriotique

Le coup d'envoi des éliminatoires régionales Sud-Ouest du Festival national du chant patriotique, a été donné vendredi soir au théâtre de plein-air de Timimoun. Cette manifestation culturelle, qui regroupe des concurrents des wilayas de Bechar, Adrar, In-Salah, El-

Bayadh, Béni-Abbès et Timimoun, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer chez les jeunes le sentiment d'appartenance, à encourager la créativité et la saine émulation et à ancrer les valeurs de citoyenneté et de sens patriotique, a indiqué à l'APS le directeur de la Jeunesse et des Sports de Timimoun, Abdelhamid Mezri. Lors de cette manifestation, organisée sous le parrainage du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, et la supervision du wali de Timimoun, le chant patriotique a été présenté comme une école de formation des élites de jeunes, au regard de ses dimensions éducatives profondes, en plus de

constituer un message noble qui renforce les valeurs de citoyenneté, développe l'esprit patriotique, et stimule chez les jeunes le sentiment de fierté et d'attachement à la patrie. Le public du Gourara a largement interagi avec les morceaux interprétés par les troupes participantes à cette manifestation qui sera sanctionnée par une remise de prix aux trois meilleures troupes qui se qualifieront aussi à la phase finale du concours, prévue en novembre prochain à Bejaia. Un circuit touristique a également été organisé à l'honneur des participants au niveau de sites touristiques de la région, dont la grotte d'Ighzer, une Foggara à Ouled-Said et Tinerkouk.

PÉROU

Une tombe de 600 ans découverte dans la forteresse pré-inca de Kuélap

Une tombe datant d'environ 600 ans, contenant les restes de cinq personnes et des offrandes rituelles, a été mise au jour à Kuélap, forteresse pré-inca du nord amazonien du Pérou, une découverte qui pourrait éclairer les rites funéraires à l'époque de l'expansion inca. La découverte a été réalisée dans une zone où aucune fouille systématique n'avait jusqu'ici été menée, dans l'un des secteurs d'accès à Kuélap, site surnommé le "Machu Picchu de la jungle péruvienne" et situé dans la région d'Amazonas. Les restes ont été retrouvés dans une structure funéraire en pierre en forme de fer à cheval construite sur une plateforme sur-élevée, a indiqué le ministère de la Culture. "A l'intérieur de la structure ont été retrouvés les restes de cinq individus : quatre adultes et un petit enfant", a précisé le ministère dans un communiqué. Parmi les offrandes rituelles découvertes, des objets en céramique représentant des fruits et des végétaux. Mais l'une des pièces ayant le plus attiré l'attention des archéologues est un petit os sculpté représentant une tête humaine à l'une de ses extrémités. A côté des restes osseux ont également été retrouvés des fragments de pinces métalliques, des mortiers lithiques et des restes de coquillages marins.

MORT DE TOTO LA MOMPOSINA

La voix éternelle de la Colombie

La scène musicale internationale perd une de ses figures les plus emblématiques. Sonia Bazanta Vides, mondialement connue à la scène sous son pseudonyme Totó la Momposina, est décédée le 19 mai 2026, à l'âge de 85 ans. Gardienne infatigable du patrimoine afro-indigène colombien, « Totó a fait rayonner la culture et le souvenir du peuple colombien aux quatre coins du monde », ont écrit ses enfants dans un communiqué. Retirée de la scène en 2022 en raison de troubles neurocognitifs, la « reine de la cumbia » s'est éteinte paisiblement, comme l'a confirmé sa famille au média Blu Radio. Sa disparition suscite une immense vague d'émotion en Colombie,

où le président Gustavo Petro a tenu à saluer une « figure emblématique de l'art et de la culture caribéens ». Un hommage national est prévu au Capitole, à Bogota, le 27 mai prochain.

UNE VIE DÉDIÉE À LA MUSIQUE TRADITIONNELLE

Née en 1940 sur l'île de Mompos, au bord du fleuve Magdalena, Sonia Bazanta Vides a grandi dans une famille de musiciens. Fille d'un père percussionniste et d'une mère cantadora (chanteuse traditionnelle), elle s'imprègne très tôt des chants de travail, de la cumbia, du bullerengue et du mapalé. Son parcours est marqué par l'exil forcé vers les grandes villes, provoqué par la guerre civile,

dite La Violencia, de 1948 à 1960. Sa famille s'installe dans la capitale Bogota. Elle y affronte le dédain d'une société urbaine qui méconnaît ses origines afro-indigènes.

Ce racisme « d'atmosphère » n'entamera pas sa détermination. Au contraire, elle fera de la défense du folklore « roots », longtemps délaissé au profit de la salsa, le combat de sa vie.

Le monde la découvre en 1982, lorsqu'elle accompagne son ami Gabriel García Márquez à Stockholm. Le grand écrivain colombien reçoit le Prix Nobel de Littérature. En 1993, le label Real World de Peter Gabriel accueille dans son catalogue son plus grand triomphe mondial, l'album La Candela Viva.

AGENDA CULTUREL

- **Musée public national des Beaux Arts d'Alger** : Jusqu'au 18 juin 2026 exposition de lithographies de l'artiste plasticien, Rachid Koraïchi

- « **Concours de la Parole expressive libère la créativité poétique** ». Pour commémorer le 64e anniversaire de la Journée de la jeunesse et de l'indépendance, la Fondation arts et culture de la Wilaya d'Alger organise la 21e édition du concours « La Parole expressive » sur le thème « Algérie... Terre de liberté et de paix ». Ce concours est ouvert à tous, dans toutes les langues parlées en Algérie (arabe classique, arabe dialectal, tamazight et français). Il vise à raviver l'esprit de compétition et de défi parmi les écrivains, à libérer leurs talents littéraires et poétiques et à servir de tremplin à la créativité intellectuelle et aux jeunes talents. Le concours se déroulera du 20 mai au 20 juin.

- **Salle Ibn Zeydoun (Riadh El Feth - Alger)**
Dimanche mai 2026
13h00 Passenger
15h00 The Mandalorian and Grogu
18h00 Shelter

- **Cinéma Cosmos - Alpha (Riadh El Feth - Alger)**
Dimanche mai 2026
20h00 The Mandalorian and Grogu

- **Cinéma Cosmos - Beta (Riadh El Feth - Alger)**
Dimanche mai 2026
11h00 Shelter
13h00 Michael VOSTARB
15h15 Michael
17h30 Super Mario Galaxy
19h10 Michael
21h15 Passenger

- **Cinéma TMV Centre commercial Garden City (Cheraga - Alger)**
Dimanche mai 2026
11h00 Star Wars
13h35 ThePassenger
13h45 Le Diable s'habille en Prada 2
16h30 Michael
18h15 Super Mario Galaxy
19h05 Le Diable s'habille en Prada 2
21h40 Le Réveil de la Momie
23h00 Michael

LITTÉRATURE

La Taïwanaise Yang Shuang-zi remporte l'International Booker Prize

L'autrice taïwanaise Yang Shuang-zi a remporté mardi à Londres l'International Booker Prize pour le roman "Taiwan Travelogue", premier livre écrit en mandarin à être récompensé de ce prestigieux prix littéraire. Le prix a été remis mardi soir lors d'une cérémonie au musée de la Tate Modern. La récompense de 50.000 livres (environ 58.000 euros) est divisée à parts égales entre l'autrice et la traductrice, Lin King, qui a les nationalités taïwanaise et américaine. "Taiwan Travelogue" suit une romancière japonaise lors d'un périple culinaire à travers Taïwan sous occupation japonaise dans les années 1930, accompagnée d'une interprète locale qui partage sa passion pour la nourriture. Le livre se présente comme la traduction de mémoires de voyage redécouverts, et explore les thèmes du colonialisme, du pouvoir et de l'amour. Il a été publié en 2020 en mandarin et sa traduction en anglais est sortie en mars au Royaume-Uni. Il s'agit du premier livre de Yang Shuang-zi traduit en anglais.

Recette du jour



Chakchouka aux tomates cerise

Ingrédients pour 4 personnes:

- 250 g d'oignons coupés en 4
- 2 gousses d'ail
- 1 pincée de pistils de safran
- 1 cuillère à café rase de cumin
- 1 cuillère à café rase de paprika
- 2 cuillères à soupe d'huile d'olive
- 2 brins de romarin
- 5 feuilles de sauge
- 900 g de tomates multicolores en morceaux
- 250 g de poivrons en

- lamelles
- 200 g de tomates cerises coupées en deux
- 150 g de pois chiches rincés et égouttés
- 4 oeufs
- 100 g de feta
- 10 brins de coriandre
- Sel, poivre

LA PRÉPARATION DE LA RECETTE

Dans le bol du Thermomix, placez les oignons et l'ail et mixer 5 sec/vitesse 5. Ajoutez le safran, le cumin, le paprika, 1

cuillère à soupe d'huile d'olive, le romarin et la sauge. Faites cuire 3min/120°C (TM31 : Varoma)/vitesse 1. Ajoutez les tomates multicolores, salez, poivrez et faites cuire 15 min / 100°C / sens inverse/vitesse 1. Ajoutez les poivrons et faites cuire 20 min.100°C/sens inverse/vitesse 1 sans le gobelet doseur, en plaçant le panier cuisson sur le couvercle pour éviter les projections. Dans une grande poêle,

versez 1 cuillère à soupe d'huile d'olive, ajouter le contenu du bol et faites cuire 5 minutes à feu doux. Ajoutez les tomates cerises et les pois chiches et faites cuire 5 minutes. Creusez 4 trous et versez 1 oeuf dans chaque, parsemez de feta et poursuivez la cuisson 5 minutes. Parsemez de coriandre puis servez directement dans la poêle ou répartissez dans 4 assiettes.

Gâteau du Jour

Tarte au lemon curd

Ingrédients :

Pour la pâte :

- 150 g de farine
- 15 à 20 cl d'eau
- 40 g d'huile de coco
- 4 cuillerées à soupe de cassonade
- 1 pincée de fleur de sel

Pour le lemon curd :

- Le zeste et le jus de 3 citrons (environ 15 cl de jus)
- 50 g de féculé de maïs
- 70 cl de lait d'avoine
- 10 cl d'eau
- 75 g de margarine
- 250 g de sucre semoule

LA PRÉPARATION DE LA RECETTE

Préchauffez le four à 200°C (th. 6-7). Réalisez la pâte à tarte : dans un saladier, mélangez la farine avec la cassonade et la fleur de sel. Ajoutez l'huile de coco et travaillez bien le



mélange entre vos doigts pour assouplir l'huile de coco. Versez l'eau petit à petit en mélangeant de façon à obtenir une pâte lisse et homogène. Étalez finement la pâte sur le plan de travail fariné. Fonçez un moule à tarte avec la pâte puis piquez le fond à l'aide d'une fourchette. Entournez et faites cuire 10 à 15 minutes jusqu'à ce que la pâte soit bien dorée et croustillante. Laissez refroidir. Réalisez le lemon curd : dans un bol, délayez la féculé de maïs avec l'eau. Dans une casserole, mélangez le sucre avec le lait d'avoine, le jus et le zeste de citron puis incorporez la féculé délayée. Placez sur feu doux et faites cuire 5 minutes en fouettant régulièrement jusqu'à ce que le mélange épaississe. Incorporez alors la margarine en morceaux. Versez le lemon curd sur le fond de tarte cuit. Lissez le dessus puis laissez refroidir. Réservez 1 heure au réfrigérateur avant de déguster.



Conseil du jour

On remplace...



3 fois plus fibres
une option saine pour vos pains!

Le saviez-vous ?



6 BONNES RAISONS
de pratiquer la corde à sauter



Bon à savoir !

La noix de cajou

Adétruit les bactéries à l'origine de l'acné, des caries dentaires, de la tuberculose et de la pneumonie.



Astuce du jour:

Les aubergines

Utiliser un bas de nylon pour les stores. Laver la vaisselle à la main. Désinfecter les brosses avec du bicarbonate. Frotter les vitres avec du papier journal.

Privilégier un produit à base de plante pour la salle de bains. Raviver les joints de céramique. Éliminer les germes et virus.

CITATION DU JOUR

« Rien n'est facile mais tout est possible. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdallah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

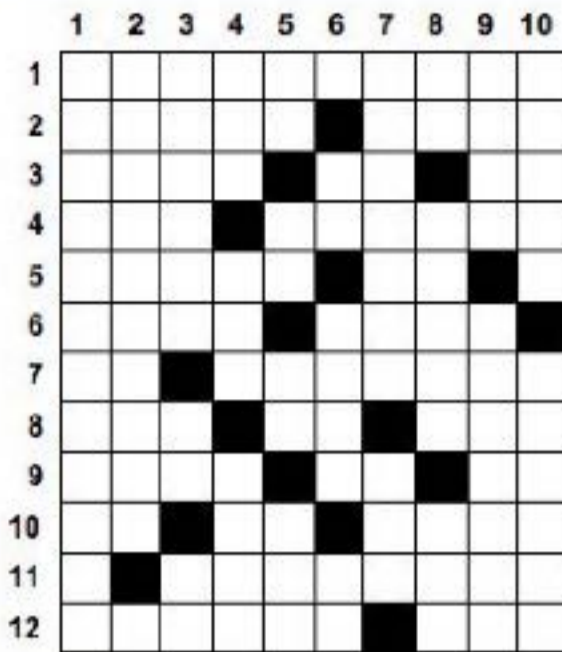
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Manque de confiance en soi - 2 - Noble - Rebuts - 3 - Boue - Jubilé - Points opposés - 4 - Révolutions - Entortillée - 5 - Planches - Tableau - 6 - Chevilles - Se comportent bêtement - 7 - Le matin - Disperse - 8 - Utilisé à l'essai - À la mode - Fils de Noé - 9 - Pays asiatique - Conjonction - De trop - 10 - De tout - Deuxième degré - Reçu en héritage - 11 - Ivres - 12 - Passée au crible - Demi glossine.

VERTICALEMENT

1 - Pillages - 2 - Douleur - 3 - Défaite humiliante - Travaux - De biais - 4 - Prière à la Vierge - Sur la rose des vents - Courses de cycles - 5 - Fin de participe - Un peu de peine - Troisième degré - Embobinée - 6 - De rigueur - A donc été suivi - Île - 7 - Tahitienne - Résonne dans son champ - 8 - Laisse rêveur - Gardes - Dépourvu de tares - 9 - Conduit - Hirondelles de mer - 10 - Traversent de beaux quartiers - Qui manque de naturel.

Mots fléchés

Affable	Bébélier	Alcaloïde	Cérium	Congos- tion
Fugitif	Appliqué	Pays	Aliénée	Rejette
Surprise			De biais	
Armée		Difficile	Anonyme	
		En tenue		
Vacancier				Tête d'affiche
Petite laine				Embourbé
Bon pour la ligne		Laine	Quartier chaud	
Protecteur		Ville alle- mande	Père de Jason	
	Dans la foulee		Impulsion	
	Risque un œil		Déformée	
Esprits	Autruches			En pé- ril
	Armée d'antan			Utilisé à l'essai
		Obtus		Carotté
		Romains		
Stère		Intrigues		
Chaume				
			Descend	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Saut d'obstacles à cheval (7 lettres)

V	E	D	I	G	E	E	R	I	E	P	E	E	R	A	V	A	M
E	E	J	T	I	O	R	T	E	U	E	R	I	A	V	O	A	E
V	N	L	D	R	A	L	S	I	A	J	E	I	O	S	T	E	I
I	O	A	O	E	G	A	C	D	R	A	T	E	R	I	R	G	A
L	S	G	E	U	S	U	L	P	R	U	S	M	E	E	E	A	T
O	I	E	R	P	R	N	O	G	R	A	J	R	T	I	G	N	E
T	A	L	G	E	D	S	B	O	N	D	E	E	E	A	A	I	T
N	R	L	I	T	R	E	R	U	P	M	I	R	R	H	S	S	R
A	O	I	A	U	O	S	I	A	R	A	M	R	E	S	U	U	U
S	E	E	C	E	I	L	A	M	R	O	N	A	T	R	D	D	O
U	R	T	I	M	T	E	R	R	E	I	L	B	N	E	R	R	T
E	T	U	R	E	G	N	I	E	R	E	S	F	I	I	U	A	E
L	U	A	F	A	L	S	I	A	L	E	R	T	A	T	O	G	T
U	O	H	R	I	D	R	A	N	R	O	C	I	A	U	L	E	U
E	L	A	T	E	T	O	N	L	I	A	T	E	B	G	T	R	O
V	N	N	N	E	L	L	O	C	G	N	I	E	R	F	U	I	D
T	E	E	L	U	O	H	E	U	O	M	T	A	B	E	D	O	F
G	N	I	M	A	G	L	A	T	I	V	R	E	I	T	L	A	N

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AIGRE - ALTIER - AVARE - BARRE - BETAIL - BOND - CAGE - COLLE - CORNARD - DEBAT - DOUTE - DROIT - EGIDE - EMEUTE - EPEIRE - ETROIT - FAUTIF - FREIN - FRIC - GAMIN - GARANT - GENTIL - HAIE - HAUTE - HOULE - ILLEGAL - IMPURE - INTERET - JAIS - JARGON - LARD - LIERRE - LOURD - LOUTRE - MARAIS - MATIERE - MOUE - NORMAL - NOTE - NOUGAT - OLIVE - ORAISON - OVAIRE - REGARD - RELAIS - RETARD - SEREIN - SOIE - SURPLUS - TAIE - TIERS - TOURTE - USAGER - USANT - USINAGE - VELOURS - VEULE - VITAL.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Vulgariser - 2. Arène - Tare - 3. Dévoré - Sem - 4. Émeut - Si - 5. Orée - Rut - 6. Ues - Té - Ise - 7. Il - Er - Reus - 8. Lion - Pure - 9. Leurrées - 10. Toise - Or - 11. Ur - Let - Ase - 12. Ravenelles.

VERTICALEMENT :

1. Vadrouilleur - 2. Ure - Relié - Rà - 3. Levées - Out - 4. Gnome - Enrôlé - 5. Aère - Tr - Rien - 6. Eure - Peste - 7. It - Tu - Ruée - 8. Sas - Tiers - Al - 9. Ères - Sue - Osé - 10. Remises - Ares.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Emphatique - Ai - Mule - Rutilé - Et - Tir - Radis - Pères - Puma - Este - Cet - Are - Àme - Su - Oser - Np - Os - Use - Ain - Eue - Ranci - Verse - Usée.

VERTICALEMENT :

Émeute - Rosée - Tirées - Ur - Chaires - Eues - Ail - Stars - At - Er - E.M - Er - Im - AP(happé) - En - Au - Aqueduc - Pans - Ultimes - Ice - Zée - Saturnie.

MOTS MASQUÉS HOUAICHE

Une trentaine de pêcheurs et bûcherons tués par des terroristes "Boko Haram" au Nigeria

Des terroristes de "Boko Haram" ont tué 33 pêcheurs et bûcherons lors de deux attaques distinctes dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria, ont déclaré mercredi deux sources. Lundi, deux attaques terroristes ont coûté la vie à 27 pêcheurs dans le district de Mafa et à six bûcherons dans celui de Dikwa, selon une milice anti-terroriste et un responsable syndical des pêcheurs de la région. "Les pêcheurs ont été interceptés par des (éléments de Boko Haram) à moto à deux kilomètres de la ville de Mafa", a déclaré Babakura Kolo, membre d'une milice anti-terroriste qui assiste l'armée. "Les 27 pêcheurs ont tous été abattus", a-t-il précisé. Abdullahi Sani, un responsable du syndicat des pêcheurs de Maiduguri, la capitale de l'Etat située à une cinquantaine de kilomètres de Mafa, a confirmé le même bilan de 27 victimes. Plus tôt dans la journée, six bûcherons ont été tués par "Boko Haram" alors qu'ils ramassaient du bois de chauffage dans la brousse à l'extérieur du village de Malam Maja, dans le district voisin de Dikwa, a déclaré M. Kolo. Ces bûcherons faisaient partie des personnes déplacées par l'insécurité liée aux activités des terroristes et vivaient dans des camps de fortune dans la ville de Dikwa, à 90 km de Maiduguri, a précisé Kolo.

14 morts et 577 blessés sur les routes en 48 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 577 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Mascara, avec 3 morts et 4 blessés et de Bouira, avec 3 mort et un blessé, précise la même source.

En outre, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction d'un incendie à Chlef et d'un autre à Oum El Bouaghi, qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation située dans la commune de Ain Fekroun, ayant causé des gênes respiratoires à 7



personnes. A Tamanrasset, les secours de la Protection civile sont intervenus suite à une fuite

de gaz de butane, suivie d'un incendie à l'intérieur d'une habitation, ayant causé des brûlures

de 2e degré à une femme, ajoute le bilan.

Durant la même période, le corps d'un enfant a été repêché par les éléments de la Protection civile dans un oued dans la daïra de Relizane, ainsi qu'un adolescent décédé par noyade au niveau de la plage "Si El Houass", dans la wilaya de Tipaza, déplore la même source.

Par ailleurs, un père de famille âgé de 35 ans et sa fille de 9 mois sont décédés suite à une chute du 6e étage d'un immeuble situé à Gué de Constantine (Alger), indique le bilan, soulignant que la deuxième fille, âgée de 3 ans, a été secourue sur les lieux, puis évacuée, dans un état critique, vers le CHU Mustapha Pacha.

Emission d'un timbre-poste à l'occasion de la Journée nationale des SMA

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a émis un timbre-poste, à l'occasion de la Journée nationale des Scouts musulmans algériens (SMA), célébrée le 27 mai de chaque année, a indiqué samedi un communiqué du ministère. Ce timbre-poste commémoratif porte l'effigie du fondateur du mouvement des SMA, le chahid Mohamed Bouras, qui fonda le premier groupe scout en Algérie en 1930 et sacrifia sa vie pour la patrie, l'occupation française l'ayant exécuté le 27 mai 1941. L'émission de ce timbre-poste se veut un hommage à la mémoire du chahid Mohamed Bouras ainsi qu'à l'histoire profondément ancrée du scoutisme algérien, a précisé la même source.

Un conflit terrien entre peuples indigènes fait 3 morts et 44 blessés en Colombie

Un conflit terrien entre deux ethnies indigènes de Colombie a fait jeudi trois morts et 44 blessés, a annoncé le gouverneur du département du Cauca (sud-ouest). Le différend entre les peuples Misak et Nasa est né de "conflits liés à la terre et aux territoires" dans ce département, terre ancestrale indigène aujourd'hui recouverte de champs de coca sous la coupe de groupes armés, selon le Bureau de la Défense du peuple, organisme public chargé de protéger les droits humains. "Aucune divergence ne peut justifier la douleur, la mort et le risque auquel est exposé la population", a déclaré sur les réseaux sociaux le gouverneur du Cauca, Octavio Guzman, annonçant le bilan des victimes. Des vidéos sur les réseaux sociaux montrent de violents affrontements d'hommes munis de bâtons se protégeant avec des boucliers ainsi que des personnes ensanglantées au sol. "Ils nous ont enfermés, ils nous ont pris nos téléphones portables et ils ont brûlé des motos", a raconté un membre du peuple Nasa dans une de ces vidéos. Il s'agit "d'un conflit territorial historique qui remonte à des années et qui n'a pas pu être surmonté (...), j'ai dialogué avec les parties", a déclaré dans une vidéo sur les réseaux sociaux la sénatrice Aida Quilcué, dirigeante indigène du peuple Nasa, appelant à une "présence" du gouvernement dans le Cauca. Les forces armées ont annoncé le déploiement de troupes au sol et de moyens aériens dans la zone.

Un maire assassiné dans le nord du Pérou

Des tueurs à gages ont abattu par balles un maire du nord du Pérou, ont annoncé jeudi les autorités. L'assassinat de Victor Febre, 44 ans, maire d'un district de la région de Piura, est le troisième visant un responsable municipal attribué au crime organisé depuis le début de l'année. Des

vidéos diffusées par les médias locaux montrent les assaillants, le visage dissimulé sous des casques, prendre la fuite à moto après avoir "criblé de balles", selon le parquet, le maire alors qu'il se rendait à son bureau à la mairie du district de Veintiséis de Octubre. Selon les premières informations de la presse

locale, l'élue est décédée pendant son transfert vers un centre de santé. En condamnant l'assassinat, la municipalité de Veintiséis de Octubre a indiqué dans un communiqué que "les circonstances" du crime faisaient l'objet d'une enquête, tandis que le gouvernement régional de Piura a exprimé sa solidarité avec la famille.

Piura, frontalière de l'Equateur, est l'une des régions les plus touchées par les extorsions, les assassinats commandités et d'autres délits liés au crime organisé. La candi-

date de droite Keiko Fujimori promet de lutter contre la criminalité avec une "main de fer", tandis que son rival de gauche Roberto Sanchez propose des réformes constitutionnelles pour appuyer les forces armées dans la lutte contre la criminalité. Le taux d'homicides au Pérou est de 10,7 pour 100.000 habitants, selon des données de la police. Les homicides sont passés d'un millier en 2018 à plus de 2.600 en 2025, tandis que les plaintes pour extorsion ont été multipliées par plus de huit.

8.000 disparus depuis le début du conflit au Soudan

Quelque 8.000 personnes sont portées disparues depuis le début du conflit armé au Soudan en avril 2023, a indiqué, jeudi, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le porte-parole du CICR au Soudan, Adnan Azam, a affirmé que le comité a enregistré depuis le 15 avril 2023, date du déclenchement du conflit armé, quelque 8.000 disparus. M. Azam a souligné que le CICR poursuit le dialogue avec toutes les parties au conflit afin de garantir un accès humanitaire sûr et sans entraves, permettant la protection et l'assistance des populations touchées. Il a rappelé que, conformément au droit international humanitaire, l'accès humanitaire est essentiel à la protection des civils et que les organisations humanitaires doivent pouvoir intervenir rapidement et sans obstacles. Les Nations unies décrivent la situation au Soudan comme la plus grave crise humanitaire au monde. Environ 12 millions de personnes ont été déplacées à cause des combats et près de la moitié de la population fait face à des difficultés d'accès à la nourriture. Depuis avril 2023, le Soudan est le théâtre d'un conflit entre l'armée et les Forces de soutien rapide ayant causé des milliers de morts ainsi que des déplacements massifs de population.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le Trésor sous le Pont (1)

Conte traditionnel du Moyen-Orient

Une nuit, alors que le sommeil avait enfin apaisé les peines d'un humble homme vivant de son labeur, une voix mystérieuse lui apparut en songe et lui ordonna de prendre la route vers une grande cité lointaine...



Car, lui souffla la voix d'un ton solennel, un immense trésor l'attendait sous le grand pont qui dominait la cité.



SpaceX annonce officiellement le lancement de son entrée en Bourse

Le dossier d'introduction en Bourse (IPO) de SpaceX, société aérospatiale du multimilliardaire Elon Musk, a été rendu public mercredi, présentant les grandes lignes de ce qui pourrait constituer la plus grosse IPO de l'histoire. Dans des documents publiés par le gendarme boursier américain (SEC), la société a révélé avoir généré un chiffre d'affaires de 18,7 milliards de dollars l'an dernier. Elle n'a pas précisé le montant qu'elle souhaite lever lors de son entrée en Bourse.





Dans la journée : Nuageux
Vent : 26 km/h
Humidité : 65%



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 19 km/h
Humidité : 92%

Dohr : 12h45	Lundi 8 dou el hidja 1447
Assar : 16h35	Sobh : 03h48
Maghreb : 19h59	Chourouk : 05h34
Îcha : 21h35	

ILS TOMBENT AUX MAINS DE CAMBRIOLEURS À PARIS

Que cache la DGSE dans ses ordinateurs

Dans un contexte marqué par la montée des menaces liées à la cybersécurité et à la protection des infrastructures sensibles, un cambriolage survenu dans une société travaillant avec l'espionnage français suscite de nombreuses interrogations à Paris.

Des ordinateurs portant le sigle de la DGSE ainsi que des données relatives aux commissariats et au réseau de vidéosurveillance de la capitale ont été dérobés. Les enquêteurs tentent désormais de déterminer s'il s'agit d'un simple acte de droit commun ou d'une opération ciblée.

Le cambriolage a eu lieu jeudi 21 mai au matin dans les locaux d'OISL Consulting, une société privée d'ingénierie de sûreté installée dans le 19^e arrondissement de Paris. Selon les premiers éléments relayés par plusieurs médias français, un individu s'est introduit par effraction dans le garage de l'entreprise avant de repartir avec du matériel hautement sensible. Les images de vidéosurveillance auraient filmé le suspect vers 10h27 en train de fracturer une porte blindée afin d'accéder aux locaux. Le malfaiteur aurait ensuite dérobé deux ordinateurs Lenovo portant le sigle de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Mais au-delà du matériel informatique, ce sont surtout les données stockées dans ces appareils qui inquiètent les autorités françaises. Les ordinateurs contiendraient notamment des plans de commissariats ainsi que des informations cryptées concernant le réseau de vidéoprotection de la ville de Paris. Les policiers du 19^e arrondissement ont été alertés dans l'après-midi, plusieurs heures après les faits. Une enquête a immédiatement été ouverte afin d'identifier l'auteur du cambriolage et de déterminer les circonstances exactes de cette intrusion. Les images de vidéosurveillance constituent, à ce stade, l'un des principaux éléments exploités par les enquêteurs pour remonter jusqu'au suspect.

DES QUESTIONS SUR LA SÉCURITÉ

Outre les ordinateurs, plusieurs accessoires ont également été emportés. Le voleur serait reparti avec deux caméras thermiques, deux holsters destinés à ces équipements ainsi que plusieurs pistolets factices. Selon les premières estimations, le préjudice matériel global serait inférieur à 10 000 euros. Pourtant, la valeur financière du butin



apparaît secondaire au regard de la sensibilité potentielle des informations dérobées. L'affaire soulève désormais des interrogations sur les protocoles de sécurité appliqués par certaines entreprises privées travaillant avec les institutions françaises. La présence de données liées à des infrastructures sécuritaires dans des locaux qui ont pu être forcés relativement rapidement interroge plusieurs observateurs sur les dispositifs de protection mis en place autour de ce type d'informations stratégiques. Les enquêteurs n'écartent pour l'instant aucune hypothèse. Deux scénarios sont principalement étudiés. Le premier privilégie la piste d'un cambriolage opportuniste commis par un individu ignorant la nature exacte des données récupérées. Le second évoque au contraire une opération ciblée destinée à obtenir des informations sensibles concernant les services de sécurité et les dispositifs de surveillance de la capitale française.

Cette seconde hypothèse expliquerait notamment l'intérêt porté aux ordinateurs siglés DGSE ainsi qu'aux documents techniques potentiellement contenus dans ces appareils. Dans un contexte international marqué par l'espionnage numérique, les cyberattaques et les tensions sécuritaires, ce type d'incident est pris très au sérieux par les autorités françaises.

UNE ENQUÊTE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Les services de police judiciaire chargés du dossier concentrent désormais leurs efforts sur l'identification rapide du suspect filmé lors du cambriolage. L'exploitation des

enregistrements vidéo, l'analyse des accès aux locaux et le traçage éventuel du matériel volé figurent parmi les priorités de l'enquête. Cette affaire met en lumière la vulnérabilité persistante de certaines structures privées collaborant avec les institutions étatiques dans des domaines sensibles. Elle rappelle également que, à l'ère du numérique, la valeur stratégique des données dépasse souvent largement celle du matériel lui-même. La suite de l'enquête devra dire si ce cambriolage n'était qu'un simple vol ou le signe d'une opération beaucoup plus préoccupante.

Mohamed Amine Toumiat

L'AIE ALERTE SUR LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE CONTRE L'IRAN Le marché pétrolier risque de basculer dans le rouge

Le marché pétrolier reste marqué par la guerre américano-sioniste contre l'Iran, impliquant des tensions au Moyen-Orient et des inquiétudes sur l'approvisionnement mondial. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la situation pourrait devenir plus compliquée durant l'été, au moment où la demande augmente avec la saison des voyages. Le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, a déclaré jeudi que le marché pourrait entrer dans une « zone rouge » en raison d'un risque de pénurie de pétrole dès « juillet ou en août » si aucune solution durable n'est trouvée à la guerre sioniste contre l'Iran. Lors d'une intervention organisée par le groupe de réflexion britannique Chatham House, il a expliqué que « le problème, c'est qu'à la fin juin, début juillet, la saison des voyages commence » et « en général, la demande de pétrole, la consommation de pétrole augmente ». Face à cette perspective, le responsable de l'AIE a assuré que l'organisation se tenait « prête à agir » afin de libérer davantage de réserves stratégiques « si les pays le décident ». L'agence a toutefois rappelé, dans une déclaration transmise à l'AFP, que « tout nouveau recours aux stocks dépendra de l'évolution des marchés et d'une décision prise par l'ensemble de nos gouvernements membres ». En mars dernier, les 32 États membres de l'organisation avaient déjà décidé une libération coordonnée de 426 millions de barils issus des réserves stratégiques pour tenter de limiter les tensions sur le marché.

A. N.

FNPOS

Les résultats de l'évaluation préliminaire du programme SAKANI disponibles en ligne

Le Fonds national de péréquation des œuvres sociales, FNPOS, a annoncé que l'ensemble des personnes inscrites sur la plateforme numérique « SAKANI » peuvent désormais accéder à leur compte pour consulter les résultats de l'évaluation préliminaire. Dans un communiqué publié hier, le Fonds précise que le dépôt électronique des dossiers requis pour les candidats présélectionnés s'effectuera du 23 mai au 6 juin prochain. Le FNPOS indique également que les candidats non retenus peuvent introduire un recours via la même plateforme numérique pendant la même période, soit du 23 mai au 6 juin 2026.

Ania N.

ESCROQUERIE

Algérie Poste appelle à la vigilance

Algérie Poste a rappelé, hier, qu'elle ne contacte jamais les citoyens pour demander des informations personnelles liées à la carte monétique, notamment le code de vérification OTP, a fait savoir un communiqué de l'entreprise publique. Dans une publication diffusée sur ses canaux officiels, Algérie Poste a insisté sur « le fait qu'elle ne sollicite en aucun cas les usagers par téléphone ou message pour obtenir des données sensibles liées aux moyens de paiement ». Algérie Poste a également appelé les citoyens à « la vigilance face aux tentatives d'escroquerie de plus en plus fréquentes », invitant le public à « ne jamais communiquer ses informations personnelles ou ses codes confidentiels ».

L. Z.

GAB D'ALGÉRIE POSTE Ce qui va changer dans l'introduction du code secteur

Algérie Poste poursuit la modernisation de ses services financiers en déployant une nouvelle mise à jour de ses guichets automatiques bancaires (GAB). Dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle, l'entreprise a annoncé les changements introduits sur ses guichets automatiques. Cette mise à jour concerne principalement l'étape de vérification du code secret. En effet, l'entreprise a précisé que « la vérification du code secret (PIN) s'effectuera désormais sur la deuxième interface après l'insertion de la carte, au lieu de la première comme auparavant ». La vérification du code PIN change donc d'écran. Elle a indiqué que « cette mise à jour vise à réduire la durée d'exécution des opérations, et à améliorer la performance et l'efficacité des services monétiques électroniques ». Algérie Poste estime aussi que « cette nouvelle organisation offrira une expérience d'utilisation plus fluide et plus rapide pour les clients ».

L. Z.

SOUS-RIRE

FUITES DES SUJETS DU BEM : 4 CONDAMNATIONS À LA PRISON FERME ET UNE LOURDE AMENDE INFLIGÉE



Bekeche